

n° 711 — 3 F

DU 16 SEPT. AU 23 SEPT.

**nouvelle édition**

HEBDOMADAIRE

DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

**PSU**

# tribune socialiste

sécheresse :  
qui doit payer ?



un  
régime  
à sec

**Direction politique :**  
Alain Tiemcen

**Rubriques :**

- **Où va la France ?** Léo Golberg, Maurice Najman
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

**Collaborateurs permanents :**

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielle - M. Mouselet - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot.

**Dessinateurs :**

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

**Collaboration technique :**

Max Pagis - Lila Oppenheim - José Sanchez

**Secrétariat - Documentation :**

Marie-Françoise Chailleux

**Promotion :**

J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin

**Dir. publ. :** H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

**Rédaction :** 566-45-64

**Administration et publicité :**  
566-45-37

**Distribué par les N.M.P.P.**

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

**Photocomposition :**

Informatic-Press, Saint-Ouen

**Abonnement :** 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

**Où va la France :** \_\_\_\_\_  
PCF : sans excès, sans ailes. *F. Turquan* P. 4  
Corse : maîtrise de son destin P. 5

**Garde à vous-même :** \_\_\_\_\_  
Un procès ridicule et dérisoire. *G.Y.* P. 6

**Briser la chaîne :** \_\_\_\_\_  
Deux stratégies face à face. *Y. Sparfel* P. 7  
La deuxième coordination des luttes. *G. Debezac* P. 8

**Luttes en classe :** \_\_\_\_\_  
Consensus dans... la colère. *J. Cévennes* P. 10

**Notre dossier :**

**Sécheresse :** \_\_\_\_\_  
D'une région... l'autre P. 11  
Un révélateur ? *J. Sanchez* P. 12  
Solidarité : qui doit payer ? P. 13-14

**Et pourtant, elle tourne :** \_\_\_\_\_  
Le pari de Suarez : le « franquisme sociologique ». *C. Guerche* P. 15  
Portugal : Les grandes manœuvres. *M. Najman* P. 15  
Mao, esquisse d'inventaire. *V. Fay* P. 16-17  
Chypre : Nous croyons à l'action. Propos recueillis par *R. Antoine* P. 18

**C'est aussi politique :** \_\_\_\_\_  
Soljenitsyne : L'homme en trop. *J.-Y. Rognant* P. 20  
Trois livres de femmes P. 20  
Un âge bien touffu. *M. Lay* P. 21  
Vathaire-Dassault : la conspiration du silence. *R. Grillaut* P. 24



## l'affaire de tous

**Nous voulions une nouvelle formule. Nous l'avons. Nous voulions que ce journal de parti ouvre vers l'extérieur, vers le mouvement autogestionnaire d'abord. Nous l'avons fait.**

**Nous voulions une nouvelle maquette, plus de photos, plus de dessins, des nouvelles rubriques. Nous les avons.**

**Nous voulions un journal lisible, un outil militant, mais aussi un journal qui se vende. L'avons-nous ?**

**Nous pouvons en douter quand nous examinons la situation financière. Les chiffres en témoignent :**

— prix de revient du numéro (nouvelle formule) : 32 000 F, composition : 10 000 F, impression-papier-expédition : 15 000 F, salaire + charges : 5 000 F, divers (photos, dessins, etc) : 2 000 F ;

— recettes 1976 (prévisions) : 620 000 F (abonnements + ventes militantes hebdomadaires + ventes NMPP) ;

— dépenses 1976 (prévisions) : 1 100 000 F (24 numéros nouvelle formule + 16 numéros ancienne formule).

**Nous nous acheminons vers un déficit de 480 000 F pour la fin de l'année.**

**Est-ce à dire que malgré les lettres de félicitations ce journal ne serait pas lu ? Est-ce à dire que les lecteurs se**

**contenteraient d'un beau produit pour leur collection ? Est-ce à dire que la conviction par rapport au journal, manquerait tout à coup après une année d'espoir d'autre chose ?**

**Nous ne le croyons pas. Mais les résultats sont là : TS est en grave difficulté financière comme tant d'autres journaux. Alors il s'agit, croyons-nous, de le vendre plus, de le renflouer tout d'abord. C'est vital.**

**Il s'agit donc de ne pas se contenter de féliciter ceux qui le font au prix de mille difficultés, mais de tenir à son existence, de le lire, de créer l'envie de le faire lire.**

**Donc plusieurs objectifs immédiats : continuez la souscription ; faire des abonnements. Un abonnement par militant nous paraît l'objectif des semaines qui viennent. La survie de TS dépend de vous. C'est dans ce sens qu'est intervenu la DPN du PSU lors de sa réunion des 11 et 12 septembre. La DPN à, par ailleurs, décidé le lancement d'une campagne de promotion de notre hebdomadaire ; les lecteurs de TS seront tenus au courant. Un bilan sera fait au bout d'un trimestre. TS vous en entretiendra dans son prochain numéro.**



# éditorial

## pour un front syndical et politique anticapitaliste

La crise politique qui vient de se dérouler marque un nouvel affaiblissement du pouvoir. La division de la majorité s'est accentuée, ses bases sociales sont devenues encore plus étroites. L'échec de la politique économique — accélération de l'inflation, persistance du chômage, détérioration des échanges — a fait obstacle aux projets d'élargissement de la majorité présidentielle vers la gauche et provoqué une faille dans le bloc au pouvoir. A la solution de Chirac, partisan d'un affrontement immédiat avec les forces de gauche, Giscard a préféré un recul des échéances politiques lui permettant de concentrer tous les pouvoirs.

Le gouvernement Barre, sous couvert de lutte contre l'inflation, entend mener une politique d'austérité renforcée s'appuyant sur une pseudo-concertation. Cette politique, en dépit de ceux qui à gauche souhaitent son succès partiel, est promise aux mêmes échecs que celle de Chirac-Fourcade et se traduira par une aggravation de l'autoritarisme et de la répression.

Giscard est prêt à tout faire pour éviter une victoire électorale de la gauche et, s'il échoue, pour l'empêcher de gouverner. C'est pourquoi se dessinent une série de manœuvres politiques visant à dissocier l'union de la gauche pour établir un compromis avec certaines de ses forces.

Il est donc de plus en plus clair que pour la gauche, accepter de gouverner sous la présidence de Giscard, ce serait capituler.

Le gouvernement Barre prépare une série d'attaques contre le niveau de vie des travailleurs : aggravation des impôts directs et indirects, augmentation des traitements inférieure à la hausse des prix, pression pour aboutir à un écart grandissant entre les salaires et les prix, atteintes à la Sécurité sociale, tandis que demeurent les problèmes de l'emploi. Dans l'immédiat les projets d'« impôt-sécheresse » visent à faire accepter l'austérité comme une nécessité nationale sans s'attaquer à tous ceux qui tirent bénéfice de la crise ; trusts agro-alimentaires, chaînes de distribution, gros agrariens, spéculateurs.

Face à cette situation la lutte contre la politique d'austérité est un objectif primordial. Cette lutte doit s'organiser et se développer à travers des actions rassemblant tous ceux qui sont victimes de cette politique capitaliste.

Le PSU est décidé à engager cette lutte, et conformément à sa stratégie d'unité populaire, à développer l'offensive par des propositions concrètes permettant d'unifier leurs actions :

- Refus actif de tout impôt supplémentaire sur les revenus des travailleurs ;
- Lutte contre les privilèges fiscaux de la bourgeoisie, pour une taxation sévère du capital, de ses revenus et de la spéculation ;

- Blocage de la hausse des tarifs publics, des loyers et des charges ;
- Refus de payer la crise :
  - par le développement de l'action contre les licenciements de l'exode rural ;
  - par l'exigence d'un revenu minimal garanti pour tous sur la base des 2 000 francs mensuels revendiqués par les organisations syndicales ouvrières ;
  - par la réduction du temps de travail, sans perte de salaire : 35 heures hebdomadaires, cinquième semaine de congés payés, retraite à 60 ans.
- Lutte contre le plan de restructuration capitaliste, contre la privatisation des entreprises nationales ou des services dits publics, refus de la désertification : maintien et développement des potentiels économiques régionaux.

Pour être efficaces, ces actions doivent être menées à travers des formes d'intervention coordonnées dans les entreprises, les quartiers et les villages et dans l'unité d'action de l'ensemble des organisations populaires et ouvrières, syndicales et politiques.

Elles ne doivent pas revêtir l'aspect d'un cartel des mécontents masquant les antagonismes de classes et d'intérêts, mais mettre en avant des objectifs clairs et cohérents. Elles ne doivent pas non plus être ralenties par l'approche des échéances électorales.

Dans l'immédiat, le PSU souhaite une rencontre rapide de toutes les forces du mouvement ouvrier et populaire, en vue de riposter dans l'unité à la politique d'austérité du gouvernement Barre. Il estime nécessaire que cette unité d'action s'accompagne d'un débat sans exclusive sur les moyens de mettre en œuvre une politique anticapitaliste, conduisant à une transformation socialiste de la société.

Le front syndical et politique à tous les niveaux pour lequel le PSU se bat depuis des années apparaît aujourd'hui comme une urgente nécessité, non seulement pour lutter contre la politique du pouvoir, mais encore pour préparer la mobilisation des travailleurs indispensable à la victoire contre la droite. Cette mobilisation permettra de faire échec à toute tentative d'imposer aux travailleurs une pause sociale comme à toute contre-offensive de la bourgeoisie.

Elle ouvrira la voie au pouvoir des travailleurs.

Déclaration politique  
de la Direction politique nationale  
du PSU, réunie les  
11 et 12 septembre 1976 ■

## humeur Michel Droit aime le PSU

PARIS, le 4 septembre 1976.

Monsieur le Secrétaire général,

La copie de la lettre que vous aviez adressée, le 1<sup>er</sup> avril 1976, au directeur de TF 1, me parvient seulement aujourd'hui, mais je tiens, même tardivement, à ne pas la laisser passer sans réponse.

J'aime beaucoup le PSU. Mais oui. J'ai toujours été sensible, en effet, au pittoresque de bon aloi qu'il apporte, depuis sa création, à la vie politique française.

Choisir un 1<sup>er</sup> avril pour écrire une telle lettre était d'ailleurs une manifestation supplémentaire de cet esprit pince sans rire que beaucoup d'autres partis vous envient.

Votre naissance au grand soleil de la politique française date, je crois, de 1960 ou 61.

L'événement relaté par mes soins, et au sujet duquel vous demandiez le droit de réponse, se situe en 1957.

Eh bien, vous ne vous démontez pas pour si peu et je vous en félicite.

J'ignore si l'on vous a accordé ce que vous réclamiez. Si on vous l'a refusé, je le regrette. Tel que je vous connais, je suis sûr que vous n'eussiez pas manqué de saisir l'occasion pour associer aux « affreux paras tortionnaires » du général Massu, les si mignons tueurs, égorgés, poseurs de bombes et autres bricoleurs charmants de Yoceb Saadi — le casino de la Corniche, cela vous rappelle quelque chose ? — dans votre vertueuse réprobation.

C'est beau, un parti français dont « la genèse se confond » avec la lutte d'un peuple étranger pour son « accès à l'indépendance », lutte au cours de laquelle tant de nos compatriotes moururent de façon atroce !

Tous mes compliments.

Michel DROIT ■

Paris, le 14 septembre 1976

Monsieur,

Il s'est écoulé cinq mois entre la demande de réponse à votre ignoble émission du 30 mai 1976 que j'avais adressée au directeur de TF 1 et la date de votre lettre.

J'ai eu le temps de vous oublier. Lisant rapidement la signature, j'ai cru qu'il s'agissait de Roger-Pol Droit, écrivain et journaliste pour lequel j'ai la plus grande estime. Amère déception ! C'était à Michel que j'avais affaire.

Votre lettre est à la hauteur de votre émission. Vous y ajoutez quelques pitreries sur le PSU, dont vous ignorez que ses composantes essentielles existaient bel et bien en 1957 et, les premiers dans la gauche française, avaient engagé le combat contre la guerre d'Algérie. Et pourquoi donc aura-t-il fallu être déclaré en tant que parti à cette date pour être habilité à protester contre l'apologie de la torture ? Si j'ai été choisi par le PSU pour demander l'exercice du droit de réponse, c'est comme ancien résistant qui a connu d'assez près les pratiques des modèles nazis du général Massu.

Vous vous surpassez dans votre couplet final : contre un peuple « étranger » n'est-ce pas, tout est permis. Mais si l'Algérie en 1957 c'était l'étranger, qu'y faisaient les Salan, les Massu et les Bigeard et pourquoi avez-vous chanté « l'Algérie française » ?

Quant au PSU, le fait que vous ne le considériez pas comme un parti « français » nous honore.

Victor LEDUC ■

# où va la France?

## PCF : sans excès, sans ailes

L'image donnée d'eux-mêmes par les communistes français ne dépassait guère, jusqu'à une date récente, le niveau assez élémentaire de la version laïque de « l'histoire de notre Sainte Mère l'Église », ou du sempiternel ouvrage de défense et d'illustration de la ligne — toujours juste ! — du « Parti de la classe ouvrière ». Par contraste, cette carence ne donnait que plus de relief aux analyses extérieures, souvent hostiles, exprimant un point de vue purement bourgeois et glosant sur le « mystère » communiste, la « contre-société » communiste du PCF.

Par son acharnement à montrer un visage fermé, une apparence opaque et sans faille, le PCF favorisait les démonstrations acharnées le présentant comme extérieur à la société française, archaïque dans son orientation et éphémère dans son rayonnement.

Les ouvrages d'Elleinstein ont ouvert une brèche dans cette muraille de Chine — que l'évolution même du PCF rendait de plus en plus dérisoire : d'où le fait que, malgré les remous suscités par sa description du stalinisme, Elleinstein n'ait jamais été désarmé. Non qu'il faille exagérer la qualité scientifique ou l'audace politique de ses livres ; Elleinstein va non pas à contre-courant mais dans le sens de celui-ci ; ses « révélations » historiques progressent au même rythme que l'orientation générale du PCF, avec un peu d'avance, mais pas trop. Ce « franc-tireur idéologique » reste toujours en liaison avec le poste de commandement... Inversement, l'importance de ce phénomène ne doit pas être négligée : car au contraire de bien d'autres ouvrages portant sur les mêmes sujets — souvent de meilleure qualité scientifique, ou de plus grande portée, ceux d'Elleinstein sont lus par les adhérents du PCF, pénètrent celui-ci en profondeur, y introduisent des possibilités de réflexion et de débat inconnus jusqu'à aujourd'hui. Rappelons que le PCF, à l'inverse d'autres partis communistes, n'a jamais connu de « déstalinisation » officielle ; c'est par la bande, à travers des ouvrages comme ceux d'Elleinstein ou l'évocation, par certains dirigeants, d'erreurs soviétiques en matière de liberté individuelle, qu'un tel mouvement, amorcé avant 1956 en Italie, s'y dessine actuellement.

### remarquable banalité

Sur un sujet encore plus brûlant que le stalinisme — le PCF lui-même —, Elleinstein fait preuve d'une très grande prudence. Il n'est pas question d'y trouver de révélations sur les causes et les modalités de l'évolution de la stratégie du PCF, sur la nature et les caractères sociologiques de sa direction. Les passages sur ce dernier sujet, et notamment sur le problème

des permanents, sont d'une remarquable banalité. Elleinstein commence d'ailleurs son livre par un exposé « dans la ligne » des thèses du XXII<sup>e</sup> congrès, qu'il n'a pas dû, d'ailleurs se forcer à écrire, tant son adhésion à leur contenu semble naturelle.

S'il va plus loin, sans excès, que Georges Marchais dans la critique des « insuffisances de la démocratie socialiste... dans tous les domaines de la vie soviétique » (pages 31 à 35), s'il évoque (pages 68 à 73) les difficultés rencontrées par le PCF dans la conciliation du centralisme et de la démocratie Elleinstein prend bien soin d'inscrire ces critiques dans le cadre des positions du Parti. Ces critiques ne mènent à rien de plus que la rapide (et insuffisante) évocation des racines historiques des erreurs présentes et passées (l'absence de traditions démocratiques en Russie, le poids du stalinisme et les conditions de la lutte passée du PCF) et aboutissent à la sempiternelle formule : « *Ce qui était la conséquence du phénomène stalinien mais les temps en sont bien révolus en France* ». La plupart des vrais problèmes concernant la démocratie au sein du PCF, et dans ses rapports avec les organisations de masse, sont très inélegamment tournés ; ainsi, à propos des rapports entre la CGT et le



PCF, Elleinstein note sans rire (pages 53 et 54) : « *tout cela (la théorie de la courroie de transmission) est bien loin, et ces idées ont été rejetées clairement par le PCF, mais il peut subsister ici et là quelques traces de cette conception des rapports entre parti et syndicat* ». Délicat euphémisme ! Aussi bien l'auteur s'empresse de préciser que ces traces subsistent « aussi bien chez des communistes que des non-communistes ».

### délivrez-nous du stalinisme

C'est pourquoi, malgré des passages qui ne manqueront pas d'apparaître à de nombreux vieux staliniens comme autant d'attaques injustifiées contre le passé du parti et du mouvement communiste international, le livre d'Elleinstein se présente globalement comme un excellent ouvrage de vulgarisation et de propagande d'un PCF « en changement », ouvert, démocratique, délivré du stalinisme... C'est-à-dire d'un PCF qui n'existe pas — ou que (soyons moins abrupte) nous n'avons pas rencontré.

Les éléments les plus intéressants du livre d'Elleinstein sont les données

## priorité à l'action commune

L'affirmation de la primauté du PS, c'est ce qui ressort le plus clairement de la dernière réunion du comité directeur du Parti socialiste. Au moment où le PCF met une sourdine sur le thème de la lutte pour la prépondérance dans l'Union de la gauche. Voici qu'il est relayé par le parti de François Mitterrand. Celui-ci semble bien décidé à « mettre tout en œuvre pour poursuivre sa progression » comme le dit le communiqué du comité directeur. C'est pourquoi il a blâmé publiquement les initiatives de ses fédérations des Hautes-Alpes et de Meurthe-et-Moselle qui voulaient constituer des listes communes dès le premier tour dans toutes les communes de leur département. Le PS entend, dans nombre de communes de moins de 30 000 habitants, aller seul à la bataille pour se mesurer avec le PCF. On voit aux dépens de qui le PS compte poursuivre sa progression.

Nous entendons probablement d'autres protestations du type de celle de la section du PCF de Neuville (Dordogne), considérant que l'attitude du PS « vise à affaiblir le PC et rejoint objectivement en cela le but poursuivi par Giscard d'Estaing et consorts ».

Sur la lutte contre la politique d'austérité du gouvernement Barre, le comité directeur du PS a pris une résolution qui nous apparaît comme très positive. Il demande que *l'ensemble des forces de gauche, politiques et syndicales prennent des initiatives communes qui permettront de développer rapidement une action massive et unitaire*. Cette position rencontre celle qu'adoptait la DPN du PSU au dernier week-end. Et nous souhaitons qu'elle entre en application sans retard. Telle devrait être pour toutes les forces de gauche, politiques et syndicales, la véritable priorité.

chiffrées concernant le nombre des adhérents du PCF et leur composition sociale. Intéressants, moins par les nouveautés que ces données apportent que par le fait qu'elles viennent relayer les derniers chiffres, assez anciens dont nous disposons pour le PCF. Quelles images donnent-elles de ce Parti ?

D'abord, celle d'un Parti en constant renouvellement. Plus de 10 % des adhérents du PCF le quittent chaque année. Les adhésions nouvelles (en forte progression depuis plusieurs années) sont tous les ans en large part compressées par de nombreux départs : dans une proportion de 75 % en 1972, de 55 % en 1975 ? D'où un fort renouvellement des militants et des responsables inférieurs du Parti, renouvellement très sensible au niveau du comité de section moins à celui des organes fédéraux, et qui ne se traduit que très peu au niveau le plus élevé, celui du Comité central. 55 % en plus des délégués aux conférences fédérales du XXII<sup>e</sup> congrès n'étaient membres du PC depuis 1968 : un seul suppléant du CC élu à ce congrès est dans ce cas... La base du PCF se renouvelle vite, sa direction beaucoup moins.

Seconde observation : dans quel sens évolue la composition sociale du PCF ? On peut noter deux choses. La première, c'est le maintien du caractère prolétarien (et masculin) du PCF, la classe ouvrière continue à y avoir une place hégémonique (bien que non majoritaire (et en légère régression) et les employés y étant nombreux. La seconde, c'est qu'au niveau des couches moyennes, l'influence du PCF s'exerce principalement sur les secteurs non liés à la production, c'est-à-dire les enseignants, son poids sur les ingénieurs, techniciens et cadres étant très limité et le rôle qu'il joue dans le paysannerie continuant à s'amenuiser. Ainsi, tout en maintenant son assise dans la classe ouvrière ancienne et à forte tradition d'organisation (métallurgie), le PCF apparaît aussi comme le Parti vers lequel se tournent les catégories les plus récemment prolétarisées du salariat, et le secteur des couches moyennes intellectuelles atteint par la crise et la restructuration de l'appareil idéologique (éducatif surtout) du capitalisme.

François TURQUAN ■

# Corse : maîtrise de son destin

Les choses n'ont pas traîné. Prenant prétexte du plasticage d'un boeing par un commando du FLNC (Front de libération nationale corse), le pouvoir a décidé de déclencher contre le mouvement autonomiste une campagne de répression qui dépasse, par son ampleur, tout ce qu'on avait pu voir jusqu'alors dans l'île.

Plus de 80 arrestations le 7 septembre. Le lendemain, 13 condamnations à des peines de prison ferme (15 jours à un mois), la plupart pour des motifs futiles (p.ex., entrave à la circulation !). Puis la répression se fait plus lourde. Aujourd'hui près d'une vingtaine d'autonomistes sont incarcérés à la prison des Baumettes à Marseille, dans l'attente de leur procès. Parmi eux, Antoine Murati, secrétaire fédéral du PSU Corse et porte-parole du Comité anti-répression (mouvements socio-professionnels de l'île et les groupes autonomistes) (1), inculpé de « participation volontaire à action menée à force ouverte et concertée par un groupe, action au cours de laquelle des dégradations ou destructions ont été commises ». Cette inculpation qui tombe, semble-t-il, sous le coup de la loi « anticasseur » fait l'amalgame entre la manifestation organisée par le CAR et l'action de commando du FLNC. La réalité est en fait bien différente. Que s'est-il passé en effet ? Le 7 septembre, le Comité anti-répression avait décidé d'organiser une manifestation dans Ajaccio pour protester contre la condamnation, à 6 mois de prison dont 15 jours ferme, de Jacques Fieschi, le président du syndicat des camionneurs « Strada Corsu ». Celui-ci avait été arrêté, 8 jours auparavant, après avoir bloqué le car-ferry « Napoléon ». Il manifestait ainsi son mécontentement contre le fait qu'il ne puisse pas embarquer certains de ses chargements sur les bateaux à destination du continent. A cette manifestation du 7 septembre devaient se joindre les camionneurs de « Strada Corsu ». Mais au dernier moment, le préfet allait interdire l'entrée de la ville aux camions des routiers. Ces derniers se repliaient alors sur l'aéroport et bloquaient les avions en signe de protestation. Les manifestants du CAR les rejoignaient alors après s'être une première fois heurtés aux forces de police qui leur barraient le passage.

Une fois à l'aéroport, le CAR entreprit de négocier avec Riolacci, le préfet. En vain. Et à 22 h 30, les responsables du Comité anti-répression, devant l'attaque imminente des forces de l'ordre, voulant éviter tout affrontement, décidaient l'évacuation totale de l'aéroport. Cela signifiait la fin de la manifestation. Dans le même temps un commando du FLNC, étranger à la manifestation, faisait sauter le boeing d'Air-France.

Les données du problème sont donc claires. Pourtant, le pouvoir n'a pas hésité un instant à déclencher une

grande rafle. A tort, sans aucun doute. Car cette vague d'arrestations risque de catalyser les mécontentements, comme en témoignent les réactions

## communiqué de presse du 11 septembre 1976

Poursuivant son escalade dans la répression, contre le peuple corse, le gouvernement vient de procéder à de nouvelles arrestations dans l'île.

Parmi les nouveaux militants arrêtés : Antoine Murati, secrétaire fédéral du PSU, porte-parole du Comité anti-répression, qui regroupe de nombreuses organisations politiques et syndicales.

Antoine Murati, au nom du PSU corse, avec l'appui constant de la direction nationale, qui affirme sa pleine solidarité avec son action, mène depuis des années une activité aussi publique qu'inlassable, pour que le peuple corse se voit reconnaître son identité.

Non content de ne résoudre aucun des problèmes économiques et politiques que la Corse connaît, le gouver-

nement emprisonne des militants qui n'ont d'autre tort que de traduire les justes aspirations de leur peuple. Une situation à l'irlandaise est ainsi délibérément créée par l'Elysée et son gouvernement.

Le PSU appelle tous ses militants en Corse et dans tout le territoire français, à réaliser avec les organisations ouvrières et des minorités nationales, une protestation de masse.

Le gouvernement doit reculer. Il est indispensable de créer les conditions d'une pression populaire suffisamment forte, pour imposer la libération de tous les militants corses arrêtés.

Le peuple corse doit retrouver la maîtrise de son destin. Nous ferons tous les efforts pour qu'il y parvienne.

D.P.N.  
des 11 et 12 septembre 1976 ■

aux arrestations : celle, par ex., des villages voisins du domicile du Président de la FDSEA, dont les habitants se sont mobilisés pour bloquer l'arrivée des gendarmes. Elle peut donner en particulier un nouveau souffle au mouvement autonomiste qui depuis quelques temps avait plutôt tendance à tourner en rond.

Il suffit pour se convaincre de ce dernier état de fait de jeter un simple coup d'œil sur l'été qui se termine. Ces trois derniers mois, l'APC (l'Association des patriotes corses) n'a pu engager l'action faute d'une stratégie politique claire. Face à cette attente, le mouvement clandestin, le

FLNC, est apparu pour beaucoup comme la seule organisation capable de concrétiser le mécontentement populaire. Les jeunes en particulier, qui constituaient il y a encore peu de temps les gros des troupes de l'APC, critiquent aujourd'hui ouvertement le mouvement des frères Siméoni.

Pour redorer son blason il ne restait plus à l'APC qu'à organiser une action d'éclat. La fuite en avant. C'est le sens de l'occupation puis du plasticage de la cave d'un gros viticulteur de la plaine orientale par un commando de cette organisation avec à sa tête Max Siméoni. Par cette action, puis son passage dans la clandestinité, Max Siméoni espérait ainsi faire l'unanimité autour de lui. C'est en grande partie ce qui devait se passer. Max Siméoni a réussi en fait par la même à empêcher toute évolution du mouvement autonomiste de gauche relégué une nouvelle fois derrière l'APC. Le FLNC en plastiquant le boeing d'Air-France n'a pas débloqué la situation. Loïn de là. Cette action et l'écho qu'elle a reçu témoigne seulement du degré de radicalisation d'une partie des forces autonomistes.

Reste à concrétiser aujourd'hui en termes politiques ce mécontentement. La lutte contre la répression peut en être la première étape. Pas seulement dans l'île !

M.T. ■

(1) Le CAR est composé notamment de CFDT, FO, FDSEA, CDJA, PSU, APC, PPCA, GRC, Strada corsu, CID-UNATI, Union des étudiants et des Lycéens corses. Le PS y participe sans y participer. (N'a pas appelé à la manifestation du 7 septembre.)

## à propos de l'élection d'Avignon

Pour ce premier tour de l'élection cantonale partielle qui vient de se dérouler en Avignon, la Fédération PSU du Vaucluse a conclu avec la LCR un accord (dont *Rouge* a publié certains extraits) — sans en avertir préalablement le Bureau national — pour représenter Henri Bouyol, candidat PSU en mars, cette fois-ci sous l'étiquette PSU-LCR.

Si cet accord comportait une analyse locale de la situation du Vaucluse où se reconnaît une plume « PSU » sa partie politique revêtait une autre tonalité : le Programme commun, caractérisé comme programme de collaboration de classes, l'injonction lancée (néanmoins) au PC et au PS de former leur gouvernement, l'exigence d'un syndicat unique des travailleurs, la présentation de la campagne du PSU et de la LCR comme une contribution à la construction d'un parti révolutionnaire. Titre de la campagne : « Pour l'autogestion socialiste par la centralisation démocratique des conseils ouvriers et de quartier »...

Chacun reconnaît là un langage qui n'est ni celui du PSU ni susceptible de faire comprendre aux travailleurs ce qu'est une stratégie révolutionnaire pour l'autogestion. Même si, à travers cette campagne, une intervention militante intéressante a

pu être réalisée, il reste le contenu du message politique. Le Bureau national a estimé nécessaire de faire connaître à la Fédération du Vaucluse son désaccord, sans le rendre public avant les élections pour ne pas aggraver la situation des militants PSU de ce département. La DPN a approuvé la décision du Bureau national. La Fédération du Vaucluse a reconnu, d'une part, avoir commis une erreur en concluant cet accord sans en avertir le BN ; d'autre part, le bien-fondé des critiques du BN. Un communiqué commun PSU-LCR éliminait d'ailleurs, en fin de campagne, les aspects les plus criticables de l'accord.

Quant aux résultats, ils ne semblent pas à la hauteur des espoirs de la Fédération qui comptait mobiliser autour d'elle un large courant. Le même candidat dans la même circonscription passe, de mars à septembre, de 256 à 96 voix (3,3 % à

1,6 %). Même si l'on observe un tassement du PC au profit du PS, il est difficile d'y voir, comme *Rouge*, les conséquences d'une loi naturelle de « polarisation ». Il est vrai que, pour ce quotidien, « la plate-forme unitaire, sans ambiguïté, ni concessions, vis-à-vis du Programme commun, a certainement délimité avec plus de précision l'électorat de notre candidat ». Faut-il en conclure que 96 voix, c'est encore trop, c'est suspect, qu'il doit rester un bon tiers de flou et d'ambiguïté ?

Pour ne pas partager l'autogestion de *Rouge*, Michel Mousel s'y fait taxer d'opportunisme électoraliste. Où l'électoralisme va-t-il se nicher : entre 1,6 et 3,3 % ! Quant à la clarté, c'est celle d'un parti qui s'exprime sur ses positions et qui n'en abandonne pas l'essentiel lorsqu'il s'efforce de rassembler les militants autogestionnaires — faute de quoi ceux-ci lui tournent le dos. C'est ce que rappelle une résolution de la DPN destinée à assurer l'homogénéité de l'attitude du parti pour les prochaines élections partielles.

Le Secrétariat national du PSU ■

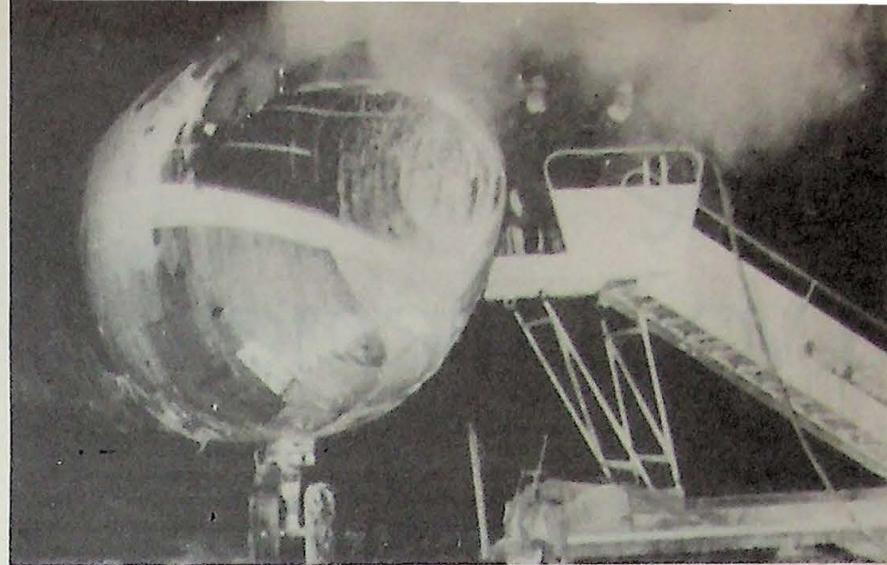


Photo AFP

# garde à vous-mêmes

## un procès ridicule et dérisoire

Le 2 septembre, à Albi, s'est déroulé le procès de sept militants PSU et CFDT du Tarn poursuivis pour « injures à l'armée » et « provocation de militaires à la désobéissance ». Les faits qui ont motivé ces inculpations remontent au 19 octobre 1975.

Ce jour-là, à la caserne du 22<sup>e</sup> Rima d'Albi, la hiérarchie militaire organise une « journée portes ouvertes » destinée à montrer à la population d'Albi que tout se passe bien dans l'« Armée de la nation » et qu'elle ne connaît pas de malaise. Pourtant cette journée ne se déroule pas comme prévu. En effet, un groupe de soldats de la base décide

soldats dénoncent : les conditions de vie matérielle déplorables ; le bourrage de crâne continu dont sont l'objet les soldats (ce que la hiérarchie appelle « l'éducation ») ; le développement des instincts les plus bas : racisme, égoïsme, culte de la virilité... ; les brimades, vexations, punitions de toutes sortes.

sation dans les casernes... Les militants diffusant ce tract sont rapidement interceptés par les services de sécurité, remis entre les mains de la gendarmerie, et en mars 1976, sur plainte du ministre des Armées, inculpés d'« injures à l'armée » et de « provocation de militaires à la désobéissance ».

Un large soutien aux inculpés s'est rapidement mis en place regroupant de nombreuses organisations (PSU, LCR, Lutte occitane, CFDT, FEN, SGEN, SNES, JOC, MRJC). Le PS fera connaître plus tard sa solidarité avec les inculpés et appellera à les soutenir lors du procès.

Le 2 septembre, jour du procès, près de 250 personnes sont venues manifester leur soutien (on a pu remarquer la présence de militants du PS, du PSU, de la CFDT et de la CGT) à des militants atteints par la répression, et dénoncer la ridicule farce montée par le pouvoir. Cela était tellement évident que la presse locale elle-même a qualifié ce procès de « ridicule et déri-

jugement sera rendu par le tribunal le 7 octobre. Un meeting de soutien aux inculpés et un débat sur l'armée

### Déclaration des inculpés

Nous constatons simplement que nous ne serions pas là si les militaires jouissaient des droits reconnus à tout citoyen par la Constitution.

Nous ne nous sentons coupables d'aucun délit, d'autant que le tract distribué ne justifie en rien les motifs d'inculpation qu'on nous oppose.

L'armée serait-elle si fragile qu'elle ne puisse résister à la critique des Corps constitués de l'Etat pourtant de règle dans un pays démocratique ?

## CASERNES : OPÉRATION "PORTES OUVERTES" ...

### 400.000 BIDASSES PRENNENT LA FUITE



de saisir cette occasion pour faire connaître aux visiteurs la réalité de la vie quotidienne à l'intérieur de la caserne. Dans un tract diffusé par les militants du PSU et de la CFDT, ces

Le tract rappelle également les revendications des soldats : solde au SMIC, gratuité des transports, suppression des brimades et vexations, liberté d'expression et d'organi-

soire ». Le ton peu convaincu du réquisitoire du procureur en a fourni une preuve supplémentaire, mais cela ne l'a pas empêché de réclamer une peine de prison avec sursis. Le

est prévu à Albi le 20 septembre avec la participation du général de La Boliardière et de paysans du Larzac.

G.Y. ■

# briser la chaîne

## deux stratégies face à face

C'est essentiellement sur une différence d'orientation stratégique que CFDT et CGT n'ont pu se mettre d'accord le 13 septembre pour organiser ensemble une riposte au super-impôt sécheresse. Toutes les pommes de discorde entre les deux centrales ont surgi à propos de la manière de mener la lutte contre le plan d'austérité. Hormis les désaccords qui ont porté sur les formes que devaient revêtir les manifestations (nationales pour la CGT ou plus décentralisées pour la CFDT), c'est la conception même de l'action syndicale qui s'est trouvée en jeu.

La CGT proposait en effet d'organiser une riposte large, intégrant si possible les organisations professionnelles de l'agriculture (FNSEA, CDJA, ex-MODEF) et les cadres (CGC). Ce rassemblement aux liens plus que ténus, paraissait trop ambigu pour la CFDT. Elle a donc refusé de s'associer à ce type de démonstration en la qualifiant de « poujadiste » et de « rassemblement des mécontents ».

Elle a, par contre, proposé d'organiser des actions sur la base des vrais problèmes des travailleurs (emploi, salaires, inégalité, durée du travail), avec une mobilisation intensive dont le sommet devrait être la journée du 23 octobre.

### rassemblement des mécontents ?

Cette attitude lui a valu une volée de bois vert de la part de la CGT le 8 septembre dernier. Pour la CGT l'attitude de la CFDT est injurieuse. Elle n'a jamais voulu « organiser un rassemblement de tous les mécontents fondé sur le refus de l'impôt ». Elle a simplement voulu « faire échec à toute

tentative de dresser les salariés et les cultivateurs les uns contre les autres ». Cette réponse est assez violente car elle somme la CFDT de se prononcer clairement sur la nécessité de frapper les super profits et d'imposer le capital. Toute chose à laquelle Maire avait répondu à Lyon le 7 septembre en disant : « La fiscalité doit frapper vigoureusement les plus hauts revenus. Nous n'accepterons jamais qu'on nous parle de modérer les salaires quand, dans ce pays, 200 000 personnes environ, soit un pour cent des contribuables, déclarent un revenu brut supérieur à 200 000 F par an sans compter la fraude fiscale... »

Cette polémique sur l'action contre le super-impôt recoupe en fait toute la différence d'analyse et de pratique entre CGT et CFDT par rapport à la hiérarchie. Liée à la stratégie du programme commun et à celle de rassemblement du peuple de France du PCF, la CGT ne peut transiger sur ce point. C'est d'ailleurs ce qu'a déclaré clairement Ségué à Saint-Ouen le 7 septembre : « Nous avons la mission de défendre les intérêts de tous les salariés, rien, ni personne ne nous en détournera... »

Autant dire que l'unité CGT-CFDT, si elle n'est pas rompue, est mal en point et qu'en tout état de cause elle sera l'objet de tensions permanentes. Elle le sera d'autant plus que la CFDT n'est pas « prête à faire l'économie de l'action directe et immédiate » comme le disait Maire à Lyon. Il est clair que la perspective 78 qui a marqué le congrès d'Annecy pèsera moins lourd dans la détermination des actions revendicatives de la CFDT que dans celle de la CGT. E. Maire l'a rappelé : « La gauche politique a réalisé des progrès. Mais ils ne doivent pas nous conduire à l'euphorie, ni à l'attentisme ». Le communiqué de la CGT du 8 septembre répondant à Maire peut sur ce point prêter à de nombreuses interprétations :

« Il faut être animé d'un parti-pris peu ordinaire pour affirmer que la CGT, à l'inverse de la CFDT, suspendrait son action revendicative jusqu'aux élections législatives de 1978, au moment précis où elle propose aux autres organisations syndicales d'appeler les travailleurs à une vaste action d'ampleur nationale et où elle réaffirme sa volonté d'entamer dès maintenant de véritables négociations avec le patronat et le gouvernement. »

### chacun sa cohésion

Evidemment, dans cette polémique, il n'y a pas un tout noir et un tout blanc. D'un côté E. Maire, sous la pression des militants CFDT, parle d'action directe et de l'autre Ségué parle de négociations. En fait la CGT restera fidèle à une conception de l'action visant à faire pression sur le pouvoir et à démontrer la nécessité du Programme commun. De l'autre côté, la CFDT trouvera dans un développement de l'action à la base, une cohésion de sa stratégie revendicative que les débats à propos d'une éventuelle victoire de la gauche avait mise à mal.

E. Maire a d'ailleurs longuement évoqué cette nécessaire cohésion à Lyon. Il a notamment rappelé les principes de base de la CFDT : indé-

pendance et unité. « Pour la CFDT, concrétiser l'union des forces populaires, c'est faire progresser, dans l'action, la convergence entre les stratégies des diverses forces anticapitalistes... Car pour la CFDT, les luttes sociales sont le moteur du changement... Les rapports égalitaires que nous avons avec nos partenaires peuvent s'accompagner de conflits. Ils sont positifs à chaque fois que les uns et les autres font les travailleurs juges des positions en présence... »

Mais cette volonté d'offrir un front uni de toutes les structures syndicales, s'accompagnera d'un durcissement vis-à-vis de l'extrême gauche. Le refus de « thèmes extérieurs à l'organisation » va jouer en plein. Après avoir amalgamé les partisans de la « contribution au débat » des six fédérations à des coucous, aux « gauchistes irresponsables, E. Maire a développé une argumentation différente : « Il nous faut donc réhabiliter dans nos rangs, le respect des opinions exprimées par toutes les organisations. Elles reflètent des réalités différentes et complémentaires ». Il reconnaît ainsi implicitement avoir jeté le bouchon trop loin dans une pêche à l'unanimité, qui, nous l'avions remarqué à l'époque, donnait au congrès de la CFDT, l'allure de règlements de comptes, de chasse aux sorcières. Mais on peut s'attendre par contre, à une plus grande vigilance dans l'application de la ligne confédérale.

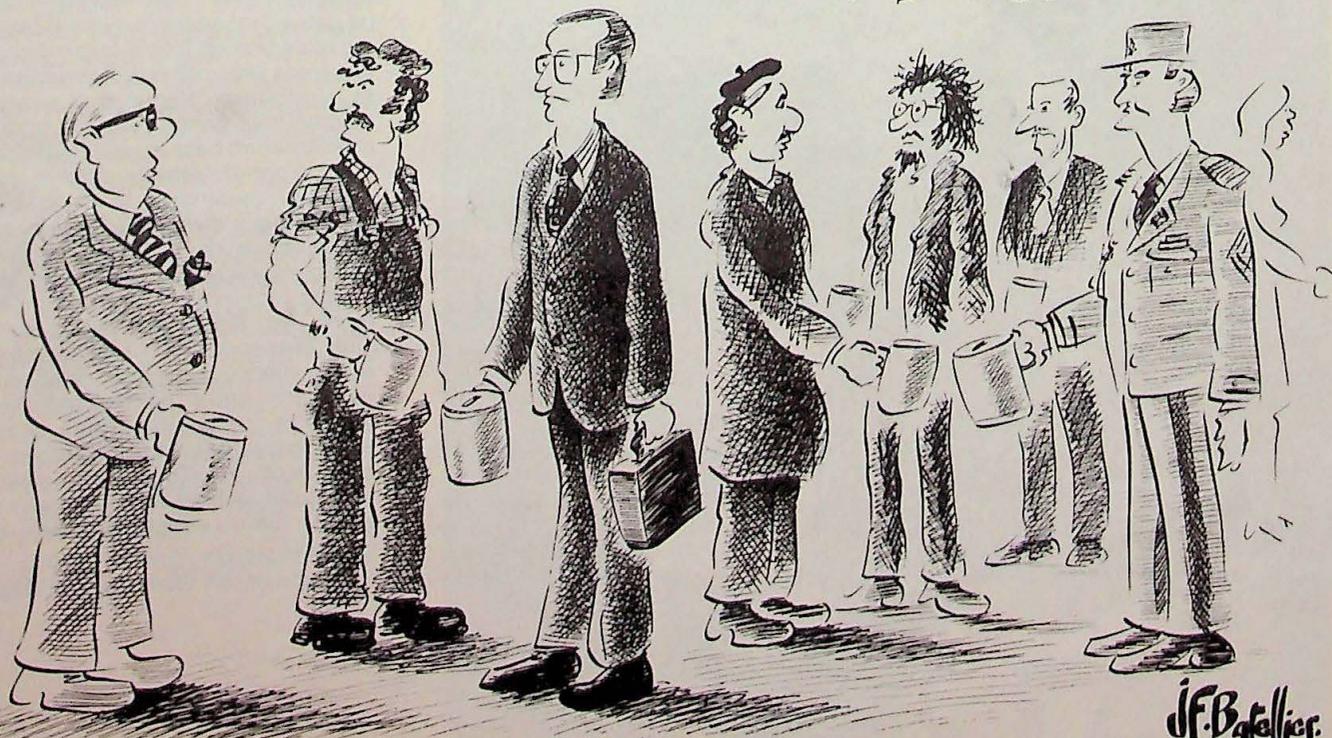
En écho, Georges Ségué définissait aussi la CGT comme une organisation bien campée sur ses positions en disant : « Rien de valable sur le plan économique et social ne peut être fait sans et fortiori contre la CGT « avant d'appeler » au renforcement et au recrutement de la CGT.

Cette première rupture de l'unité d'action et cette volonté de cohésion réciproque laisse-t-elle présager d'autres difficultés entre les deux centrales ? Probablement pas si on se réfère à ce qu'ont déclaré les deux centrales. Maire : « Il n'y a pas de succès durable pour les travailleurs de notre pays sans union des forces populaires et d'abord sans unité d'action entre la CFDT et la CGT » (à Lyon le 7 septembre) et la CGT dans un communiqué du 8 septembre « Nous sommes en présence d'une nouvelle offensive antisociale d'un renforcement de la politique d'austérité. La question est de savoir si les organisations syndicales représentatives y feront face ensemble et, spécialement, si l'unité d'action CGT-CFDT sera l'élément décisif de la riposte qui s'impose. »

Le 23 octobre sera d'ailleurs l'occasion d'une reprise de l'unité d'action. Pour la défense de l'emploi, les travailleurs se mobiliseront ensemble. Mais l'unité reste suspendue à cette question : sur quelles bases la faire ? On ne peut que déplorer qu'avant le plan anti-inflation de M. Barre une entente n'ait pu être conclue entre les deux centrales pour lutter contre l'austérité. Car c'était bien cela qui aurait dû être possible entre les deux centrales. Mais il semble bien que ce sont maintenant deux stratégies syndicales qui se trouvent face à face.

Yves SPARFEL ■

## SÉCHERESSE : SOLIDARITÉ !



## la deuxième coordination des luttes

Malgré les pressions multiples exercées par certains appareils syndicaux, des délégations mandatées représentant neuf entreprises en lutte (au lieu de 6 en juin) se sont rencontrées à Lip pour une journée et demie de réflexion et d'échanges les 10 et 11 septembre. Les sections CFDT et CGT se trouvaient là en nombre égal, venues de Réo (chaussures Fougères), Griffet (métallurgie Marseille), SCPC (chimie Clermont-Ferrand), Rellicac (horlogerie Haut-Doubs), Caron-Ozanne (imprimerie Caen), Sud-Acier (métallurgie Var), Imro (imprimerie Rouen), Idéal-Standard (métallurgie région parisienne) et Lip.

Notre combat a-t-il pour but de défendre l'outil de production tel qu'il est ? Ou bien un produit particulier ? Ou un label ? Le débat en commission permet d'éclairer le problème : parfois, l'outil de production est en excellent état (ex. : Sud-Acier) ; mais d'autres fois, il est vétuste et dangereux (ex. : Amisol), ou encore réellement inadapté au marché capitaliste qui évolue. Dans ces diverses situations existe cependant un « fil conducteur » commun pour les travailleurs : pour se restructurer les capitalistes veulent une mobilité maximum de la main-d'œuvre. Cela permet de désorganiser les travailleurs, de briser les collectivités existantes. Face à cette politique, nous luttons pour le **maintien de l'emploi là où il existe, en quantité et en qualité**. À l'intérieur de cette stratégie, diverses tactiques sont possibles : argumenter sur la viabilité de l'outil de production, l'équilibre économique régional, etc., sans perdre de vue qu'il s'agit là de *moyens tactiques*.

### une dimension nouvelle

Dans le fonctionnement capitaliste « normal », le conflit ouvert reste une phase exceptionnelle. Cela représente en moyenne quelques jours par an dans chaque entreprise. Avec les fermetures d'usines et d'établissements, une dimension nouvelle apparaît : la **durée**. Le conflit ouvert, cela devient la réalité quotidienne pendant six mois, un an et parfois plus. (Chez Griffet : lutte commencée en juillet 1974, les premières réembauches viennent de se faire à la CIP - Bailleul, à Idéal-Standard, les 12 mois à 90 % se terminent...) Pour prendre une image sportive, disons qu'il y a entre ces luttes prolongées et la grève « classique » les mêmes rapports qu'entre le marathon et le 100 mètres. Ce sont deux formes de course, mais l'économie des moyens en est profondément différente. Or, les structures syndicales dans lesquelles nous nous situons, sont beaucoup plus adaptées à la grève « classique » et les conflits de longue durée exigent un effort de réflexion et d'innovation, y compris dans le fonctionnement syndical.

Pour les sections engagées dans ces luttes, le problème est d'assurer

une vie et une pratique collectives sur une longue période. Cela pose immédiatement la question des moyens matériels : les 90 % ne sont pas acquis d'office ; il faut se battre pour les avoir, et se battre encore pour les toucher pendant 12 mois. Ils sont ou peuvent être remis en cause chaque trimestre ; le degré de mobilisation est le **facteur déterminant** de leur maintien.

Il faut également lutter contre la politique de l'Agence de l'emploi qui cherche en permanence à individualiser le problème : propositions de reclassement, pressions morales, chantage aux indemnités. L'objectif des pouvoirs publics est toujours le même : **briser la collectivité ouvrière pour mieux manipuler les individus**. À ce même niveau l'exigence du **pointage collectif** est un facteur important de cohésion ; il se pratique dans de nombreux cas et l'action doit permettre d'en faire une règle pour toutes les entreprises en fermeture. De même il est important que la boîte en

lutte qui représente un noyau solide s'adresse aux « chômeurs individuels » pour les aider à sortir de l'isolement et envisager une action collective. Par exemple, les Lip ont tenu une permanence d'information à l'ANPE, les Idéal-Standard abritent dans leurs locaux les réunions du Comité de chômeurs...

### démocratie ouvrière et popularisation

Là aussi les débats ont montré que l'échange d'expériences est enrichissant, beaucoup plus que les discussions de congrès « pour » ou « contre » les comités de grève, par exemple. Partout existe une même difficulté : la participation concrète et réelle des travailleurs à la lutte. La coordination permet de confronter les ébauches de réponses.

Chez Lip, un immense panneau mural dans les restaurant comporte la liste de tous les groupes de travail, depuis le nettoyage jusqu'à la popularisation, organisés en 80 cellules de lutte, avec inscription des participants.

À Idéal-Standard s'est posé le problème de la prise de décision. C'est très généreux d'affirmer que « l'A.G. des travailleurs est souveraine », mais est-ce correct de donner une voix à celui qui lutte activement chaque jour, et une voix à celui qui va à la pêche et vient de temps en temps à une AG ? Voilà un problème réel des boîtes en lutte, pour lequel il n'y a pas de réponse toute faite dans aucun « grand livre ». Chez Idéal-Standard une formule est en pratique : l'AG des travailleurs a un rôle d'information, de discussion, de proposition, mais le pouvoir de décision appartient à l'**AG des occupants**.

Il ne faut surtout pas voir là des re-

cettes miracles, mais accorder attention au fait que, dans ces luttes de longue durée, les travailleurs et leurs sections syndicales expérimentent à leurs risques et périls quelques problèmes fondamentaux du mouvement ouvrier et du socialisme. Celui de la démocratie ouvrière en est un ; et l'expérience montre qu'il ne peut se réduire à un slogan.

Pour la popularisation, les initiatives sont multiples : Réo prépare sa collection d'hiver (chaussures), Lip la sortie du « Chômagéopoly » pour fin octobre... Le souci commun est de parvenir maintenant à concrétiser la solidarité des travailleurs en lutte par des objets à large diffusion qui soient fabriqués en coopération par plusieurs entreprises. Des projets précis sont à l'étude, et il y aura du nouveau en ce domaine au cours de l'automne.

### quelques rappels de principe

Compte tenu des interprétations diverses faites sur la coordination, et des pressions vigoureuses exercées soit pour la faire disparaître, soit pour en modifier la nature, les participants à cette réunion ont tenu à rappeler sur quelle base se fondent leurs rencontres : délégations d'entreprises en lutte de longue durée pour le maintien de l'emploi, mandatées par leurs sections syndicales et/ou leur Assemblée générale. Il n'est pas question pour les camarades ni de coordonner toutes les luttes, ni de s'ériger en « troisième force syndicale ». Chaque section représentée s'engage à **œuvrer dans ses structures syndicales propres**, CGT et CFDT, pour que soient davantage pris en compte les problèmes spécifiques posés dans ces conflits.

Ce qui est le plus impressionnant dans ces travaux, c'est la qualité des expériences qui se confrontent et l'immense effort pour comprendre les mécanismes de la restructuration capitaliste, analyser la stratégie et les tactiques du pouvoir, élaborer une stratégie ouvrière. Cet effort n'est pas celui de quelques individus, mais de collectivités de travailleurs qui n'ont que deux armes : leur outil syndical et leur volonté de lutte.

Or il n'est pas vrai que cette expérience soit prise en compte par les confédérations ; les enseignements ne débordent guère le cadre du syndicat et de l'union locale (exceptionnellement la fédération professionnelle). Et pourtant ces hommes et ces femmes en lutte vivent concrètement les problèmes de base qui se poseront demain, à grande échelle, dans la tentative de construire le socialisme : démocratie ouvrière, information, débat, prise de décision, discipline collective, nature du travail, utilité du produit, analyse de situation... Comment les confédérations peuvent-elles laisser à l'écart une telle expérience, alors que la généralisation des échanges entre boîtes, régions et branches (rencontres, fêtes, stages, etc.) permettrait d'en tirer un acquis pour tout le mouvement ouvrier, acquis diffusable par des moyens modernes (films, vidéo, cassettes, brochures) ?



Photo ADJA-Weiss

Gérard DEBEZAC ■

# on ne peut pas tout dire

## Valdrôme : rien en vue

Les 90 salariés des Ets Valdrôme ont été licenciés le 8 septembre 1975. Après deux mois d'occupation de l'entreprise, la section syndicale CFDT obtenait le redémarrage de la société « Indiennes Valdrôme » qui emploie à ce jour 21 salariés. Reçue à la Préfecture le 29 janvier 1976, une délégation CFDT obtenait l'assurance de la création de la société ABC en mars avec 50 emplois.

Après de multiples attermoissements, il s'avère que les associés ne sont pas en mesure de démarrer cette entreprise. Malgré l'annonce prématurée par le maire de Valence, aucun emploi ne sera créé. Une délégation CFDT en

a été informée le 6 septembre au cours d'une réunion à la Préfecture. Les délégués CFDT ont fait part de la situation difficile des 45 travailleuses des ex-Ets Valdrôme toujours en chômage malgré les multiples recherches d'emplois : aucun emploi correspondant à leur qualification n'est disponible dans l'agglomération valentinoise. Aucun stage de formation permettant une reconversion effective n'existe dans la région ; leur indemnisation Assedic se terminera le 8 octobre ou le 8 novembre 1976 selon la durée de leur préavis auquel elles avaient droit.

La section syndicale CFDT a demandé, qu'une convention avec le fond national de l'emploi soit établie pour les salariées de plus de 60 ans, que la prolongation de l'indemnisation Assedic à 35 % soit assurée sans interruption. ■

à l'appel des organisations syndicales, a été massivement suivie. La FGM-CFDT dénonce une nouvelle fois le scandale de la machine-outil française dont Cazeneuve est une nouvelle illustration.

Alors qu'une machine sur 2 du parc-machine est importée, le gouvernement et le patronat mènent une politique qui conduit aux licenciements : Cazeneuve, H. Ernault, etc. aux mutations : Régie Renault, aux fermetures d'entreprises : Gambin, Amtec, Cincinnati. ■

## les auxiliaires en colère

Le comité des personnels sans poste de l'Education nationale annonce qu'après la fin des nominations des maîtres auxiliaires de l'académie de Rouen par le Rectorat, les anciennes prévisions sont largement infirmées : ce ne sont pas 500 mais 750 enseignants qui sont mis au chômage total à cette rentrée 1976, sur les 1 500 qui étaient en poste l'année dernière. Parmi les maîtres auxiliaires nommés, beaucoup le sont sur des postes incomplets (3 heures l par exemple) ; ce sont des chômeurs partiels, non reconnus comme tels donc non indemnisés.

C'est le plus grave licenciement collectif jamais vu dans la région ; le gouvernement donne là un bel exemple de sa volonté de résorber le chômage ! Une telle politique est d'autant plus scandaleuse que les classes restent surchargées. ■

## Drôme-Ardèche : la fête et les luttes

Les problèmes d'emploi sont graves en Drôme-Ardèche. Les tissages Dreyfus à Barbières sont occupés depuis plus d'un an, et la Boulonnerie calibrée l'est à Valence depuis six mois. Des dépôts de bilan : Frylène, les chaussures « La Romaine » à Saint-Jean-en-Royans.

Par ailleurs, des entreprises réduisent leurs effectifs : la bonneterie cévenole, célèbre pour ses déplacements successifs est maintenant à l'étranger. D'autres réduisent les horaires. Partout les salaires tendent à être bloqués ; Rhône Poulenc Textiles, Dalami, Saunier Duval, Causon. Ici

comme ailleurs, le redéploiement c'est pour le patronat, l'austérité pour les travailleurs. A tout cela vient s'ajouter les problèmes de la sécheresse et des importations abusives pour les agriculteurs.

Toutes ces questions seront au centre de la fête populaire qu'organise la **fédération Drôme-Ardèche du PSU dimanche 3 octobre de 19 heures à 22 heures à la salle des fêtes de Valence.**

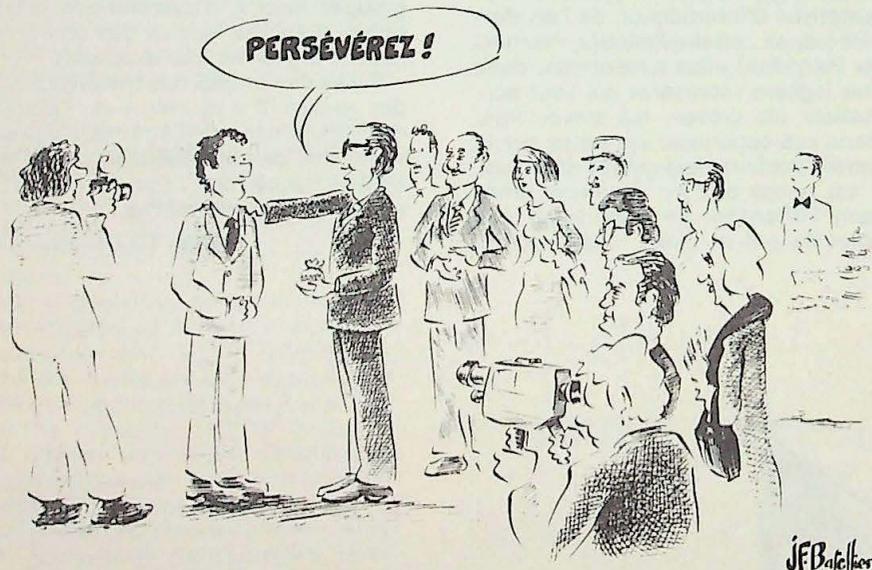
Des débats auront lieu sur l'emploi, autour des stands, boîtes en lutte, sur l'école, sur le nucléaire, car la Drôme-Ardèche est privilégiée du point de vue des implantations de centrales, enfin sur la justice et les libertés avec un représentant du Syndicat de la magistrature et les organisations invitées pourront naturellement provoquer les débats qu'elles voudront autour de leurs stands ou bien au buffet-buvette si elles préfèrent. Enfin une animation musicale et des activités variées sont prévues pour les enfants. ■

## ministère de l'industrie et de la recherche : une mutation forcée

Les syndicats CGT et CFDT s'élèvent contre un cas de répression anti-syndicale caractérisé. Le cas concerne le secrétaire général du syndicat national CGT du MIR : Jean Laganier ; par ailleurs administrateur de l'INSEE mis à la disposition du MIR depuis 7 ans ; sous prétexte d'économie et à la faveur de l'été, le directeur du cabinet de M. d'Ornano veut renvoyer purement et simplement ce responsable syndical à l'INSEE. Ce cas n'est pas isolé : dans de nombreux secteurs de la fonction publique... la répression s'organise notamment par de nouvelles circulaires : circulaires Chirac 8/10/75 et du 3/6/76 et Poniatowski du 3/2/76. A l'heure où les non-titulaires et les agents en position statutaire mal définie prolifèrent dans les ministères, une protection légale des responsables syndicaux dans la FP est nécessaire.

L'ensemble des organisations syndicales représentatives CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC, SNC, autonomes du MIR et du MCA ne peut tolérer une telle atteinte aux libertés syndicales. Elles considèrent que c'est ainsi le mouvement syndical tout entier qui est visé et l'ensemble des personnels dans son droit à s'organiser... ■

## UNE BOURSE DE LA VOCATION ATTRIBUÉE CETTE ANNÉE AU MEILLEUR CHÔMEUR DE FRANCE...



## les fonctionnaires à la botte ?

On assiste au développement de l'autoritarisme de l'administration envers les travailleurs et plus particulièrement des mesures visant les adhérents et les militants : tracasseries administratives, sanctions aggravées (révocations), mutations arbitraires, etc.

Depuis quatre mois, la répression s'accroît dans les différents secteurs : licenciement du secrétaire du Syndicat CFDT des personnels de la Préfecture et du département de l'Aude, auxiliaire d'Etat depuis 4 ans ; non renouvellement du contrat des éducateurs des écoles Chérioux dans le Val-de-Marne, tous adhérents à des organisations syndicales (CFDT-CGT) ; interprétation abusive et arbitraire des textes réglementant l'activité syndicale ; suppression du maintien du salaire pour les congés-éducation ouvrière...

Le gouvernement, représentant de la classe dirigeante, ne peut tolérer

aucune contestation dans ces secteurs et plus particulièrement dans l'appareil administratif. Les fonctionnaires relevant du ministère de l'Intérieur doivent être à la botte. La fédération CFDT Inter-Co dénonce ce processus de renforcement de la hiérarchie et appelle les travailleurs à être attentifs au développement des processus autoritaires. ■

## Cazeneuve licencié

Le pillage de la machine-outil française continue. La Société Cazeneuve vient d'annoncer au Comité d'entreprise sa décision de licencier la moitié du personnel de son établissement de la Plaine Saint-Denis (220 salariés sur un effectif de 435).

Dans le même temps, la direction méprisant les droits élémentaires des travailleurs et des institutions représentatives, a procédé de nuit au démantèlement d'outils de production et du service informatique. De tels décisions et comportements ont été dénoncés le 9 septembre par l'ensemble des travailleurs de l'entreprise et une grève,



# luttons en classe

## consensus dans... la colère

La rentrée scolaire ne se déroule ni dans le calme ni dans la joie. Sourds aux appels à la modération de M. Haby les personnels de service et administratifs (agents ouvriers - laboratoire - administration - intendance - soignants) de l'Education nationale sont en grève les 23 et 24 septembre. A cette initiative commune de la CGT et de la CFDT s'ajoute, pour les enseignants du secondaire, le mot d'ordre de grève lancé par le SGEN-CFDT pour ces mêmes dates. Quant au SNES il réunit son bureau le 21 pour décider d'une journée nationale. Les fédérations de parents d'élèves expriment leur mécontentement tout comme les organisations de cadre de vie/CSF ou CSCV. Une telle unanimité dans la grogne (même si la FEN reste timide) s'explique par les conditions dégradées de la rentrée scolaire, tant pour les élèves ou les personnels que pour les enseignants.

La nouvelle devise qu'il faudrait inscrire à la porte des écoles résume cette situation : austérité - chômage - autorité.

Sous le paravent de la lutte contre l'inflation la politique gouvernementale frappe aussi l'éducation en déterminant les conditions de vie et de travail : suppressions ou transferts de postes en particulier dans l'administration ; horaires surchargés pour les personnels de services (entre 42 et 45 heures pour de très basses rémunérations) ; effectifs des classes qui demeurent, malgré les promesses ou la démagogie, pléthoriques ; absence de formation permanente pour les personnels ; manque de postes pour assurer le remplacement des personnels en congé.

Resserrement des crédits, restrictions budgétaires accentuent par ailleurs les inégalités sociales.

La charge financière subie par les familles de travailleurs lors de chaque rentrée est alourdie cette année par la hausse des équipements et fournitures ainsi que par celle des « services » (demi-pension, transports, assurances, etc.). Sans parler du non-renouvellement de la prime de 250 francs de l'an dernier ou de la suppression des 15 francs accordés par le gouvernement pour l'achat des livres de 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> ! La CSF et la CSCV ont chiffré le coût de cette rentrée pour différents niveaux : 65 francs en primaire, 615 francs en sixième, 730 francs en première année de CET.

L'ensemble des personnels d'éducation, les travailleurs subissent ainsi directement les effets de la politique d'austérité du pouvoir défendue par Haby.

**10 000 auxiliaires  
+ 7 000 jeunes**

Mais les problèmes d'emploi viennent aggraver cette situation. Près de 10 000 auxiliaires sont menacés. Ne pas retrouver d'emploi correspondant au niveau de la qualification atteinte, des emplois déjà affectés en stage ou en coopération sont supprimés, les

primant des postes : aussi la suppression de la moitié des postes aux concours de recrutement des Ecoles normales pour 1977 sans création d'autres postes dans d'autres domaines éventuellement. L'emploi, celui des personnels comme celui des jeunes, devient une préoccupation majeure dans les écoles | Lycées, CET.

### une logique répressive

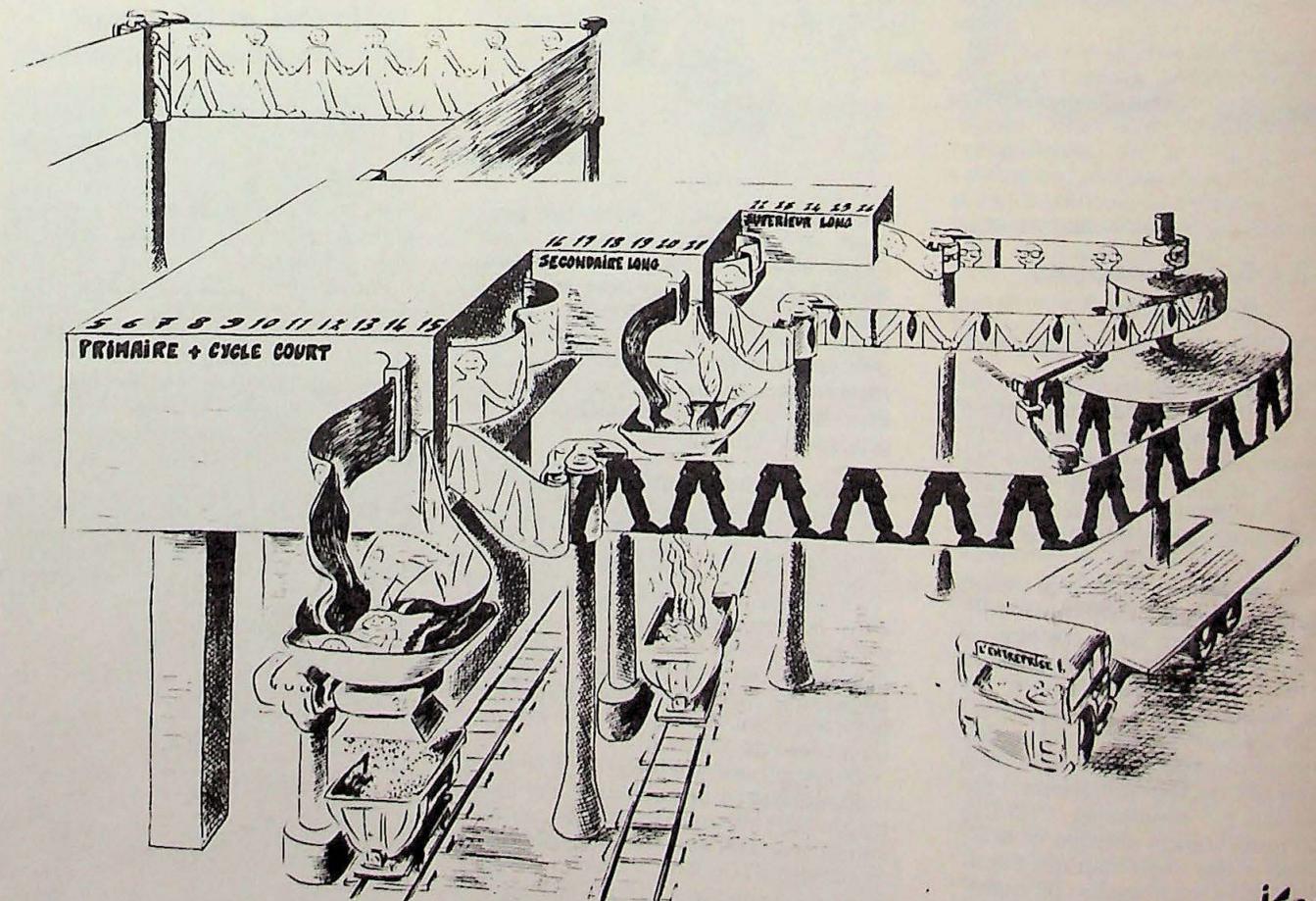
Cette politique d'austérité et de chômage s'accompagne d'un renforcement de l'autoritarisme. Les recteurs durcissent leur attitude, certains chefs d'établissements se conduisent en « patrons de combats », la circulaire confidentielle de Chirac visant à restreindre le droit de grève dans la Fonction publique, la réforme de la recherche de la documentation pédagogique, toutes ces mesures vont dans le même sens. Elles illustrent le projet de décret sur la vie des établissements qui restreint les capacités d'initiatives pédagogiques et les libertés syndicales. S'ajoutant aux tentatives d'intimidation de l'an dernier (par ex., affaire Pelletier, Papinski ou Pouillon) elles s'inscrivent dans une logique répressive qui veut normaliser les élèves, les travailleurs. Dans ces conditions les luttes sur le terrain scolaire deviennent décisives. Il est temps que les syndicats prennent l'offensive en définissant des objectifs précis, clairs, mobilisateurs

et compréhensibles sur quelques axes prioritaires.

Il apparaît en effet, que seule une action unitaire de l'ensemble des personnels peut imposer des reculs au pouvoir. En même temps, ces actions ne peuvent se limiter à des revendications catégorielles, mais doivent converger avec celles des autres travailleurs. Le choix du SGEN-CFDT de s'orienter vers la lutte vers l'emploi et les libertés va dans ce sens en lisant les revendications vitales du droit à l'emploi et celles non moins importantes du droit à l'initiative et à la recherche pédagogique. Mais on ne peut se contenter d'une plate-forme il faut tout faire pour que se réalise l'unité d'action la plus large possible ? Les initiatives de la CFDT et de la CGT pour octobre fournissent une perspective. Il est indispensable que sur le plan des établissements ou des localités les personnels s'unissent autour de leurs revendications fondamentales. Il est non moins indispensable que cette unité se traduise dans l'action et soit soutenue de façon active par les travailleurs, (par le biais des conseils de parents d'élèves, des groupes locaux, d'associations familiales, d'unions locales des confédérations ouvrières, par exemple).

Il y va de l'emploi des travailleurs et des jeunes. Il y va même de l'avenir des jeunes, car une telle lutte s'oppose aussi très concrètement au projet du pouvoir concernant l'école et donc à la réforme Haby elle-même.

Jean CEVENNES ■



# sécheresse : d'une région... l'autre

Le 13 septembre, ils étaient quatre agriculteurs, venus de zones particulièrement touchées par cette conséquence climatique, baptisée « fléau national » : Geneviève Lebourgeois, FDESEA, présidente des fermiers métayers de la Manche, Jean-Christian Bourdin et Daniel Lompuech, agriculteurs de Vendée et du Lot, Rateau, de la Commission Agricole de Loire-Atlantique.

Avec le Secrétariat national et la Commission nationale agricole du PSU, ils ont dit, par des mots simples et vivants les problèmes que leurs collègues et eux-mêmes rencontraient en cette période :

## Dans la Manche : un coup dur (Geneviève Lebourgeois) :

Un département composé de petites exploitations, où les petits éleveurs ont été obligés d'acheter de la paille aux gros céréaliers, alors que l'on détruisait la paille les années précédentes (en cas de surproduction). Par contre, on a pu voir les petits céréaliers aider les paysans, en leur donnant de la paille et même en les aidant à la ramasser.

## En Loire-Atlantique : « opération paille » (Rateau) :

Fins limiers, sentant venir les difficultés, les agriculteurs ont, avant les vacances, décidé une « opération paille » : trouver 40 000 tonnes qui ont été payées de 1 à 1,5 centimes le kilo (dans les départements du Cher et de l'Indre).

Mais, sur proposition des céréaliers, le gouvernement a pris la décision de taxer la paille à 7 centimes sous couvert... de ne pas favoriser la spéculation. La paille a donc dépassé le prix normal payé par les agriculteurs.

On a beaucoup parlé de l'aide de l'Armée, c'est un fait ; mais une chose n'a pas été dite : les agriculteurs ont payé les « journées de bidasses » (de 19 à 21 F par homme et par jour plus le prix de l'essence : 1,70 F le litre)... L'armée au service des travailleurs : plutôt une aiguille dans une botte de paille ! pourrait-on dire.

La paille, une affaire « juteuse » pour bon nombre de transporteurs, puisqu'il a été impossible de faire appel aux transporteurs publics, les « gros » ont donc tiré le plus grand bénéfice de l'opération. Il y a aussi un problème grave : le fait que la SNCF, service dit « public » a supprimé la plus grande partie des lignes secondaires et de marchandises. Elle n'a donc pu assurer complètement le transport de la paille : trois trains seulement, par exemple, ont été acheminés vers la Loire-Atlantique.

## Et l'eau : comment est-elle gérée et utilisée ?

Daniel Lompuech prend exemple sur son département, le Lot. Il explique qu'il existe de nombreuses nappes souterraines importantes et que les eaux de rivière soient traitées pour la consommation et que les eaux souterraines servent à l'arrosage pose une contradiction sur l'exploitation de l'eau.

On voit des agriculteurs procéder à un système d'irrigation « sauvage » en se débrouillant individuellement (toujours le système D !) tombant soit sur une nappe d'eau, soit pompant une rivière souterraine. Cela leur permet d'avoir ainsi un débit de 80 à 200 m<sup>3</sup>

par hectare et un rendement de maïs évalué à 100 quintaux/ha.

Cette exploitation des eaux souterraines aurait pu être, de longue date, étudiée collectivement. Et le problème de la gestion collective de l'eau est donc posé avec une extrême urgence.

Autre point : l'Office National des Forêts s'ingénie à arracher de nombreux arbres (dans le Lot notamment) à croissance lente pour leur substituer, des résineux. Cela compromet dangereusement l'équilibre climatique et

écologique de la région — et l'utilisation intensive de défoliants (2-4-5 T, cf SEVESO) ne fait qu'ajouter au massacre.

A part cela, « il n'y a pas le feu dans la maison », tout va très bien Madame la marquise et Messieurs les barons, nos belles campagnes et nos paysans pourront toujours se reconverter dans le folklore !



## nous avons proposé :

Elections municipales de mars 1977

## projet de charte municipale

Parti Socialiste Unifié  
9, rue Borromée  
75015 Paris

Le conseil municipal devra apporter son soutien aux initiatives qui visent à assurer le contrôle populaire sur l'utilisation des sols :

Nous rappelons que le *Projet de charte municipale*, élaboré par le PSU, est en vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 - PARIS, au prix de 2 F.



## POUR EN SAVOIR PLUS...

### L'eau en général

Après-demain, n° spécial, « L'eau », juin-août 1976, n° 185, 8 F (27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris).  
Ivan Cheret, *L'Eau* (Seuil) 1967.  
Raymond L. Nace, *L'Eau et l'Homme* (Unesco, 1969).

J. Bouchard, *Technologie du traitement des eaux de surface* (Cahiers techniques Degremont, 1967).

Jean Larras, *L'Aménagement des cours d'eau* (PUF, Coll. « Que sais-je ? », n° 1187).

Jean-Loïc Nicolazo Crach, *Les Agences financières de bassin* (Imprimerie nationale, 1975).

Allen V. Kneese, *Economie et gestion de la qualité des eaux* (Dunod, 1967).

### ... et en particulier

*Les eaux minérales* (PUF, Coll. « Que sais-je ? », n° 229).

### L'eau et l'écologie

P. Sheghe et O. Klee, *Plus d'eau potable pour demain* (R. Laffont, Coll. « Réponses/Écologie », 1973).

Philippe Aguesse, *Clefs pour l'écologie* (Seghers).

Philippe Saint-Marc, *Socialisation de la nature* (Stock).

Valiron et Tenière-Buchot, *Livre blanc du bassin Seine-Normandie* (Doc. Française, Coll. « Environnement », n° 15).

### L'eau et la pollution

René Colas, *La Pollution des eaux* (PUF, Coll. « Que sais-je ? », n° 1973).

Michel Depax, *La Pollution des eaux et ses problèmes juridiques* (Librairie technique, 1968).

P.M. Combe, *Les Coûts de pollution et problèmes d'évaluation économique* (Lyon, 1972).

Hervé Mathieu, *L'Eau et les déchets urbains* (Centre de Recherche d'Urbanisme, 1972).

P. Pesson, *La Pollution des eaux continentales* (Gauthier-Villars, 1976).

### L'eau dans le monde

Cyril Gomelle, *La soif du monde et le dessalement des eaux* (PUF, 1966).

Michaël Overmann, *L'eau dans le monde, problèmes et solutions* (Larousse, Coll. « Techniques d'aujourd'hui », 1970).

### L'eau de la mer

J.R. Vaillant, *Les problèmes du dessalement des mers et des eaux saumâtres* (Eyrolles, 1970).

Louis Bérot, *Les pieds dans la mer* (J.-C. Lattès, 1976).

Le contrôle populaire sur l'affectation des sols.

# sécheresse : un révélateur ?

Le ministre de l'Agriculture, Bonnet, prétendait récemment que la sécheresse était un « révélateur » (1). A la vérité, ce sont les propos ministériels qui seraient plutôt révélateurs. Passons rapidement sur la prétendue ignorance attribuée par le ministre aux Français « se polarise sur la Mercedes que possèdent 1 % » d'entre eux. Au fait, lesquels M. Barre ? Il y a paysans et paysans, tout un chacun le sait. Le ministre de l'Agriculture plus que tout autre d'ailleurs qui, après quelques courbettes démagogiques et obligées aux victimes de la

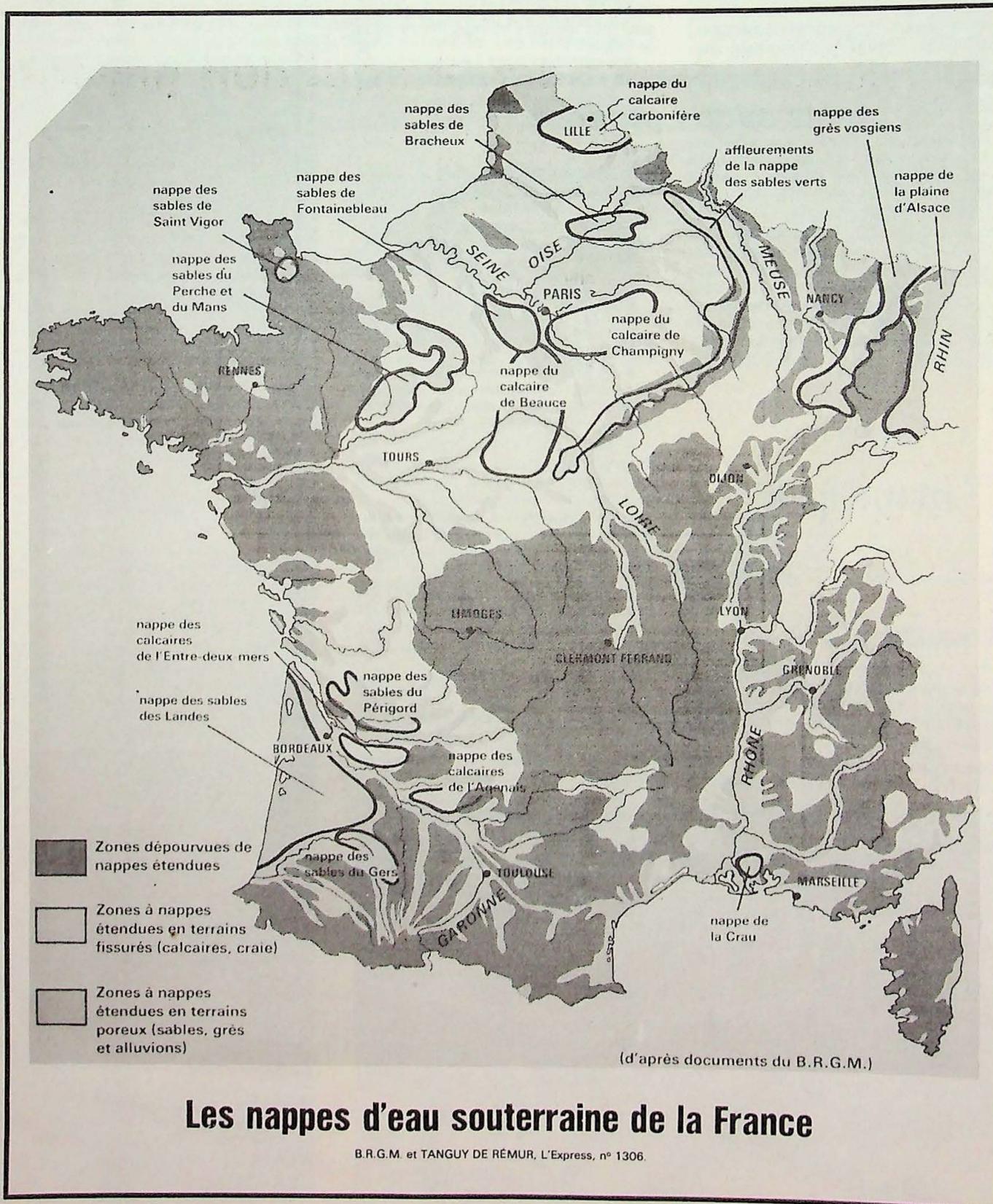
sécheresse — toutes catégories confondues ! — se propose, ni plus ni moins, de montrer qu'au fond « 1976 marquera le point de départ de réformes en profondeur de notre politique agricole ». Car, chaque jour davantage, poursuit Christian Bonnet, « le mythe d'une agriculture une et homogène s'estompe ». On ne le lui fait pas dire. On voit bien ce que de tels propos — aux contours parfois arrondis, voire anodins — peuvent cacher. Rien moins en réalité que ce que déjà pas mal de paysans savaient avant que ne sévisse la sécheresse : la liquidation de nombre de petites productions agricoles. En somme, la sécheresse n'a fait qu'accélérer le processus. Comparés

aux déclarations lénifiantes du ministre de l'Agriculture, les réalités sont aujourd'hui brutales. Et il y a fort à parier qu'elles le soient encore davantage demain. S'agissant par exemple des salariés de l'agriculture, les deux dernières semaines ont vu se multiplier les licenciements individuels, ou les mises en chômage partiel. Dans le seul département de la Somme, l'inspection du travail signale, pour le début du mois de septembre, 50 licenciements. On pourrait multiplier les exemples. Les régions les plus touchées : Pays de Loire, Normandie, Bretagne, Nord et Picardie n'ont pas fini de subir les contrecoups de cette extrême sécheresse. Or, face à cette situation, que fait le

gouvernement ? Il se tait ; quand, du moins, tantôt « généreux » et « Grand seigneur » (verbalement s'entend), tantôt insidieux, il ne tente pas, à travers des déclarations qui sont de véritables « petites phrases », d'accréditer l'idée auprès de l'opinion publique qu'en somme il n'y aura peut-être pas d'autre moyen que de reffiler la note à une qui la paie déjà. Habile, non ? Certes, on ne reprochera pas au Premier ministre d'être trop bavard.

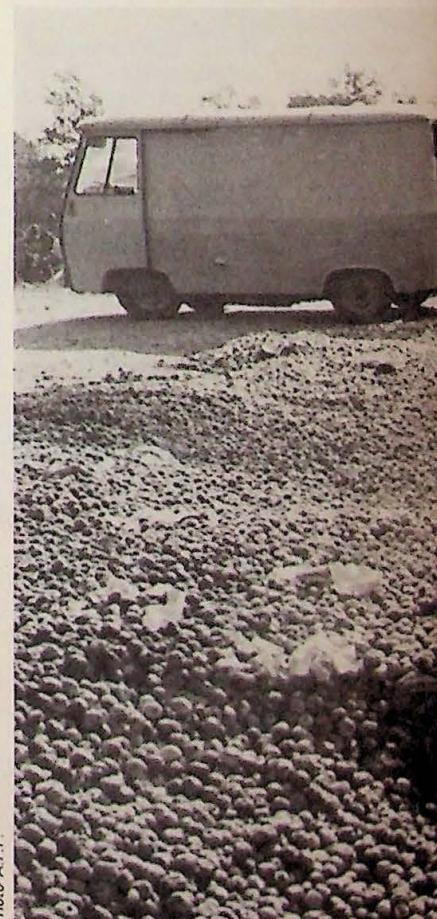
## la mâne

En revanche on pourrait lui reprocher bientôt de ne pas l'être assez. En effet, le train de mesures destinées aux agriculteurs victimes de la sécheresse décidé le 25 août est loin, très loin, de résoudre les problèmes. Et pour cause. Ces mesures « à valoir sur le dispositif d'ensemble destiné à faire face à cette calamité nationale » — dispositif qui doit être révélé le 29 septembre — repose sur « la notion d'Unité de Gros Bétail » (UGB). Aussi, « fonction de l'intensité de la sécheresse », comme le dit le document officiel du ministère de l'Agriculture, la France a-t-elle été découpée en quatre zones ? Dans la première, qui concerne 18 départements — le Grand Ouest en somme — la prime par UGB est de 200 F. Dans la seconde, qui regroupe 34 départements (Nord, Centre et Sud-Ouest), la prime atteint 150 F. Dans la troisième zone, 15 départements (Est, Rhône-Alpes) elle est de 50 F (2). Quant à la quatrième (24 départements, ceux du Midi), elle n'en est pas une puisque la prime y est « nulle ». C'est sans doute ce que M. Bonnet appelle être « équitable ». Ou M. Bonnet n'estime-t-il pas un manque à gagner suffisant pour



Les nappes d'eau souterraine de la France

B.R.G.M. et TANGUY DE RÉMUR, L'Express, n° 1306.



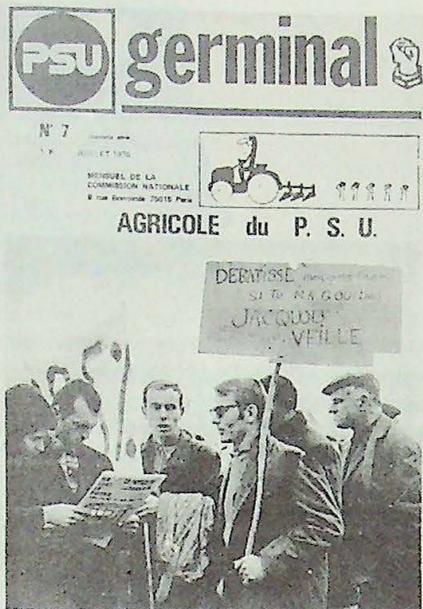
être déclaré « sinistré » que de devoir détruire massivement les fruits qu'on produit ? Simple question.

On le voit, ces mesures sont notablement insuffisantes. Quand on sait qu'un mois et demi est nécessaire pour percevoir la prime susdite on peut avoir quelque idée de l'issue à laquelle bon nombre d'éleveurs sont réduits : purement et simplement la vente aux fins d'abattage de leur cheptel. Dès lors le « Gardez vos vaches » du ministre de l'Agriculture, proféré au début de « l'été chaud » prend l'allure d'une injonction insultante.

José SANCHEZ ■

(1) Le Monde, 14 septembre.

(2) Signalons, pour être exhaustif, qu'il ne suffit pas de se prévaloir du titre de quadru-pède pour prétendre à celui d'UGB à part entière. Les mesures du ministre de l'Agriculture sont assorties de nuances qui minimisent considérablement l'aide déjà très insuffisante accordée par UGB. En effet, certains animaux ne comptent que pour des fractions d'UGB (chèvres : 0,20, brebis : 0,15, bovins de moins de 6 mois : 0).



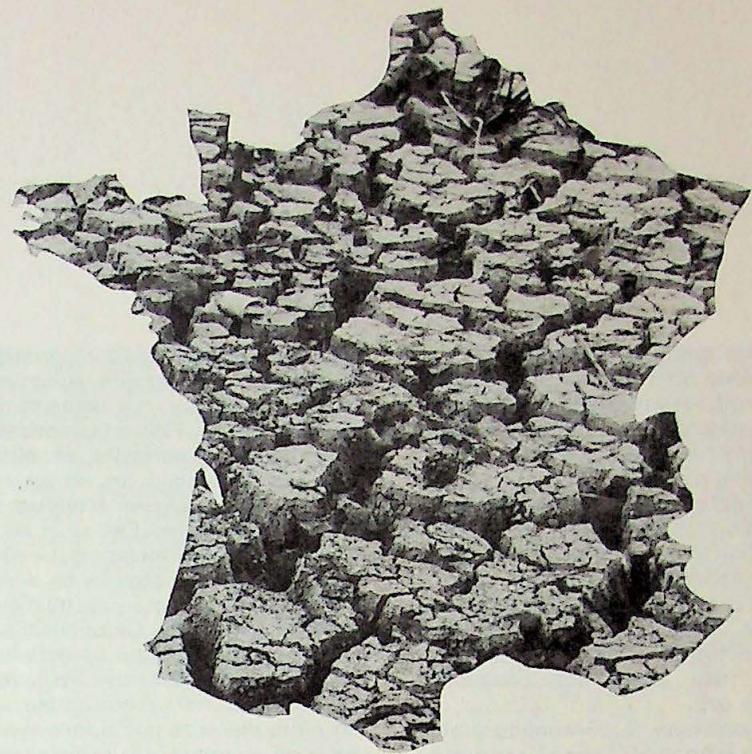
du midi à la bretagne ...

Commande et abonnements, Commission Nationale Agricole du PSU, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

### le saviez-vous ?

Le Français consomme beaucoup d'« eau minérale », au point que cette dernière, après le vin bien entendu, est la seconde boisson nationale. De 400 millions de litres en 1950, la consommation d'« eaux minérales » est passée en France à 1 milliard de litres en 1960, puis à 3 milliards en 1973. Une aubaine pour les trois grands groupes qui se partagent le marché : Perrier (Perrier, Contrexéville, Vichy-

St-Yorre, Vichy-Etat), B.S.N.-Gervais - Danone (Evian, Badoit...) et Vittel. Leur chiffre d'affaire ? Pour l'année 1974, respectivement 580, 382 et 357 millions de francs (hors-taxe). Nul doute que leur chiffre d'affaire, qui avait légèrement diminué en 1975, sera, cette année, à la hauteur de leurs espérances. La sécheresse n'aura pas été vraiment une calamité pour les marchands de limonade. ■



Photos Gérard BLONCOURT

## solidarité : qui doit payer ?

La situation dans les campagnes est difficile, catastrophique même dans beaucoup d'exploitations. La sécheresse de 1976 survient après deux années difficiles au cours desquelles le pouvoir d'achat paysan a baissé. En effet, malgré les aides (primes à la vache et à la truie, prime spéciale de 1 200 francs...) d'un total de plus de 4 milliards de francs pour chacune des 2 années, le pouvoir d'achat paysan avait baissé en moyenne de 9 % en 1974, et 1 % en 1975 (chiffres officiels, commentés d'ailleurs par la plupart des organisations paysannes).

Les premières mesures d'aides annoncées le 25 août 1976 par le ministre de l'Agriculture (2,2 milliards) font figure d'aumône dérisoire. On comprend la colère des travailleurs de la terre, et celle-ci ne peut que continuer à monter dans les jours qui viennent. Annoncer en même temps, que ces aides seront financées par un supplément d'impôts sur les revenus, c'est désigner les paysans au reste de la nation comme des assistés et dressent contre eux les autres catégories des travailleurs.

Au contraire, nous affirmons que chaque travailleur a droit à un emploi et à un revenu minimum.

### la situation

Il est vrai que cette sécheresse est exceptionnelle. Mais il est vrai aussi que les paysans sont plus vulnérables économiquement qu'il y a 30 ou 50 ans. Autrefois, on achetait peu, on vendait peu. Il n'y avait pas d'endettement au Crédit agricole. Aujourd'hui une calamité naturelle prend l'allure d'une catastrophe pour les travailleurs de la terre, telle qu'elle peut conduire à des gestes isolés de désespoir.

Et pourtant les pouvoirs publics ne se sont pas affolés, au contraire, ils ont multiplié pendant tout l'été les déclarations rassurantes : le revenu 76 serait maintenu au niveau de 75, il ne fallait pas céder à la panique et vendre le bétail...

En fait, cette sécheresse va accélérer le départ d'un certain nombre d'agriculteurs. Ce qui n'est pas pour déplaire à tous ceux qui parlent de restructurer les exploitations agricoles. Cela ne fera que quelques chômeurs de plus.

Ce sont les éleveurs qui sont le plus

touchés par cette sécheresse ; on estime actuellement que les réserves de fourrage atteignent à peine la moitié de leur niveau habituel. Ils sont frappés à plusieurs niveaux :

- leur production fourragère personnelle a subi un déficit qui est estimé entre 30 et 60 % selon la gravité de la sécheresse dans la région ;

- la production laitière de leurs vaches mal nourries et parfois privées d'eau a subi un déficit variant de 10 à 40 % ;

- le taux de stérilité des vaches s'est fortement accru du fait de la sécheresse. Il entraîne des dépenses d'insémination supplémentaires et une baisse de la natalité des veaux estimée entre 10 et 30 % ;

- les taurillons accusent un retard de leur développement de 4 mois par rapport à la normale.

La sécheresse a donc des conséquences à la fois immédiates et lointaines pour les éleveurs. Les plus modestes d'entre eux, tenus par des engagements de crédit, risquent de se trouver dans une situation désespérée que ne saurait rétablir l'aide qui leur est promise (200 F par tête de bétail dans les zones les plus touchées).

Alors que le gouvernement a autorisé en juillet une hausse de 8,75 % des aliments du bétail, les prix de la viande à la production se sont écroulés. La spéculation va bon train et d'autres hausses des aliments sont à craindre. En particulier les USA font payer cher à l'Europe sa dépendance en tourteau de soja. Tout s'ajoute pour les éleveurs aux mauvaises années 1974 et 1975. Ainsi beaucoup d'entre eux se sont déjà séparés d'une partie de leur cheptel, ou vont le faire en l'absence de mesures de solidarité efficaces. Ils perdent ainsi pour l'avenir, une partie de leurs moyens de production.

Pour les productions végétales, les rendements sont diminués dans des proportions variables, les productions les plus touchées sont celles de maïs et de pommes de terre, à un moindre degré celle d'orge.

Si la sécheresse a été particulièrement dure dans tout l'Ouest, elle a touché en fait toute la France, à l'exception des départements du Sud, mais à des degrés très variables d'une région à l'autre, d'une micro-région à une autre, en fonction des types de production, des sols, des passages d'orages, etc.

C'est pourquoi le découpage grossier de la France en 4 zones rend très mal compte de la réalité (d'où la protestation). C'est au niveau local que le manque à gagner dû à la sécheresse peut et doit être apprécié.

nu *minimum garanti*. Ce n'est déjà pas le cas des producteurs agricoles en année normale, qui subissent en amont et en aval les prix imposés par les industries agricoles et alimentaires ou le négoce, les variations de cours à la production (comme cette année dans le Sud-Est) et le contre-coup des aléas climatiques. La sécheresse et ses conséquences sont un aspect — important — parmi d'autres de cette insécurité. Cette position est celle des paysans qui se définissent d'abord comme des travailleurs et non comme des chefs d'entreprise. C'est un autre discours que tiennent beaucoup de responsables professionnels agricoles (FNSEA, CNJA, APCA) en proclamant les paysans chefs d'entreprise. S'il en était ainsi, ne devraient-ils pas être capable de faire face aux



être confiée à la responsabilité d'*assemblées locales d'agriculteurs* (pouvant désigner des commissions communales ou cantonales) comme il s'en est créées spontanément, en particulier dans certains départements de l'Ouest.

### quel financement ?

Non sans raison, les salariés acceptent mal que les aides pour les agriculteurs soient financées par un impôt supplémentaire sur le revenu, ce qui ne peut qu'accroître l'injustice fiscale. Le Conseil national des Impôts estime à 30/40 milliards par an la fraude fiscale... or c'est 2 à 3 fois plus qu'il n'en faut pour venir en aide aux agriculteurs. Précisons que cette fraude est précisément le fait des non salariés et parmi eux d'un certain nombre de gros agriculteurs. Les inégalités de revenus par travailleur en agriculture sont considérables. Le système d'imposition des agriculteurs ne corrige pas cette inégalité.

En fait, sous couvert de « solidarité », la formule retenue par le gouvernement n'est rien d'autre qu'un premier volet au premier plan d'austérité. Car d'autres voies étaient possibles :

- *Les ressources existent :*
- au niveau budgétaire, par la compression de dépenses improductives et des transferts plus ou moins occultes aux entreprises ;
- dans les circuits financiers de l'agriculture elle-même, où le Crédit

Agricole et la Mutualité Sociale Agricole drainent les ressources et l'épargne des agriculteurs à des fins étrangères à l'agriculture (énormité des investissements réalisés dans l'immobilier).

— Si l'on veut recourir à la fiscalité, ce doit être uniquement en prenant pour base les revenus les plus élevés et ceux du capital.

- lutte contre la fraude fiscale, y compris dans l'agriculture ;
- création d'un impôt sur le capital ;
- introduction de la progressivité dans l'impôt sur les bénéfices (ce qui inclura la taxation des super-profits des bénéficiaires de la sécheresse).

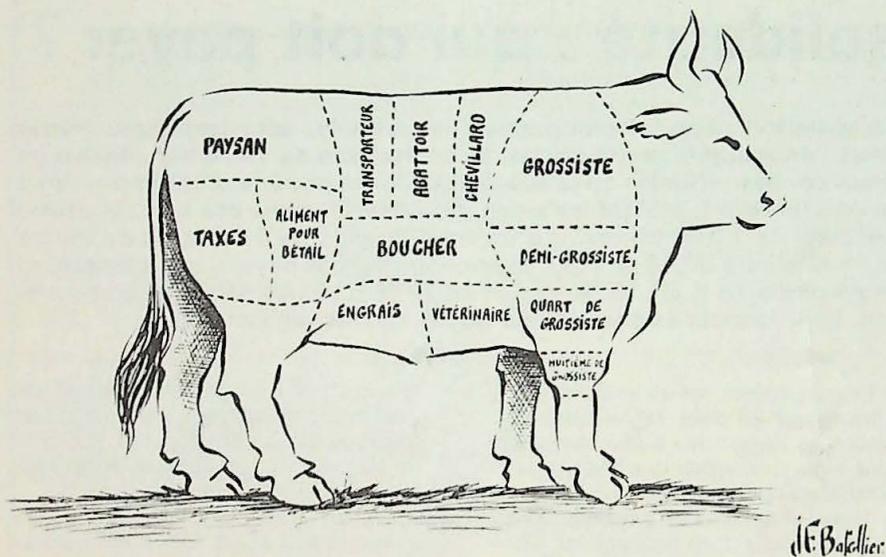
Telles sont les mesures que le gouvernement se gardera bien de proposer, préférant dresser les salariés contre les agriculteurs. Telles sont les mesures que les travailleurs doivent imposer, dans l'unité.

Nous appelons ceux qui vivent de leur travail, à la ville comme à la campagne, à unir leurs efforts et leurs luttes :

- pour qu'un revenu minimum soit garanti à chaque travailleur ;
- pour que le système fiscal cesse d'entretenir les inégalités actuelles.

Ce sont les bases d'une unité d'action qui pourrait s'élargir aux luttes pour la sauvegarde du milieu naturel, pour la maîtrise de l'eau, pour la production d'une nourriture saine et le contrôle de la transformation et la distribution des produits agricoles.

Direction Politique Nationale  
des 11 et 12 septembre 1976 ■



Il faut aussi remarquer que ce sont les exploitants qui ont intensifié le plus qui se trouvent dans les situations les plus désespérées. Ce sont souvent ceux qui viennent de s'installer, et ont dû intensifier les productions pour faire place aux remboursements d'emprunts.

Les salariés agricoles d'exploitation, les salariés de coopératives et des industries agro-alimentaires sont également victimes de la sécheresse, touchés par les réductions d'activité (chômage partiel ou total).

### une aide est nécessaire

Venir en aide aux victimes de la sécheresse est nécessaire, à condition qu'il s'agisse bien des victimes : c'est l'emploi et le niveau de vie d'une masse de travailleurs qui sont en cause ; c'est aussi une condition pour conserver le potentiel de production de l'agriculture.

Cette aide doit répondre aux deux principes suivants :

— *tout travailleur a droit à un emploi*. Ce qui s'applique autant au producteur agricole dont l'emploi est garanti par la conservation de son outil de travail, qu'au travailleur des industries agricoles et alimentaires menacé par la crise de certaines d'entre elles, et le risque de relance d'une concentration capitaliste qui accélèrera la dépendance des agriculteurs à leur égard.

— *tout travailleur a droit à un reve-*

nu *minimum garanti*, car ceux-ci font partie du jeu libéral ?

L'application de ces principes devrait conduire aux mesures suivantes :

— garantie d'emploi pour les salariés de l'agriculture et des industries agricoles et alimentaires, notamment par le versement d'*indemnités de maintien d'emploi* des travailleurs des exploitations et entreprises en difficulté ;

— *indemnité de compensation d'un revenu minimum*.

Calculée sur la base d'un quantum de production assurant les coûts de production et le revenu minimum cette mesure irait dans le sens des revendications des paysans qui veulent obtenir, comme les autres travailleurs, un revenu minimum garanti

— report d'un an des annuités des prêts du Crédit agricole pour un montant plafonné (à l'exception des prêts fonciers correspondants à des achats spéculatifs de terres) mesure que le Crédit Agricole fleurissant peut parfaitement assumer).

— *réquisition des terres non-cultivées* et attribution de celles-ci aux exploitations dont la survie est menacée ;

— *contrôle collectif* des aliments de bétail (et taxation de leurs prix) et de la répartition des ressources fourragères ;

— le contrôle, l'estimation des besoins, l'adaptation des aides aux conditions locales, leur répartition, l'application de chaque mesure doit

## PSU documentation

### Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération	4,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 100-101 1970-73 Les femmes dans l'unité populaire	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 108-109 Les rapports Partis-Syndicats	4,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS  
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

# et pourtant elle tourne...

## le pari de Suarez : le « franquisme sociologique »

Avant de présenter ses propositions de réforme constitutionnelle à la télévision, et non devant des Cortès moribondes, le chef du gouvernement espagnol, Adolpho Suarez, avait tenu à les présenter aux principaux chefs de l'armée. La précaution n'était pas inutile. Isoler le « bunker », comme cela est en train d'être fait maintenant, suppose qu'un certain nombre de piliers du régime franquiste acceptent le nouveau cours, y trouvent des garanties.

Le calcul du chef du gouvernement, qui vient de fonder son propre parti « l'Union démocratique espagnole », est le suivant : si le gouvernement annonce dès maintenant les élections au suffrage universel pour juin 1977, tout en exigeant que les partis se déclarent dans les termes exigés par la loi sur les Associations, il fait d'une pierre deux coups.

D'autre part, il montre que son évolution vers l'instauration d'un

régime plus démocratique est confirmée. Par rapport à la situation d'il y a seulement quelques mois, la novation est considérable. D'autre part, en exigeant l'application stricte de la loi sur les Associations — qui interdit, oh vouie, les partis totalitaires — il permet d'exclure le Parti communiste du jeu politique et des élections.

Ce faisant, il joue sur deux terrains : le premier tend à assurer au gouver-

nement une base sociale, qui soit beaucoup plus ample que celle du franquisme des dernières années. Les classes moyennes s'étaient, ces dernières années, détachées d'un régime qui étouffait toute liberté d'expression. Le champ de celle-ci s'élargissant considérablement, les classes moyennes — mais pas qu'elles — risquent de prendre en compte un certain nombre d'améliorations de leur sort économique et social, qu'elles ont connu, dans la période de direction Opus Dei du gouvernement franquiste. C'est ce qu'on a appelé en Espagne le « franquisme sociologique », traduction hispanique de la « majorité silencieuse » que l'on évoque constamment en France.

Le second, plus politicien, vise à diviser l'opposition, en laissant apparaître nombre de partis politiques d'opposition (de la démocratie chrétienne, au PSDE) en mettant de côté le Parti communiste, les organisations d'extrême gauche et les mouvements nationalitaires très affirmés. Avec, probablement pour faciliter les choses, de soupapes de sûreté : on admettrait que le PCE, crée, tout comme en Grèce il y a vingt ans, un groupe parlementaire. On se montrerait souple au niveau syndical.

Cette tactique a-t-elle des chances

de réussir? A l'instant où nous écrivons, cela est difficile à dire. Notons simplement que les discussions, au sein de l'opposition, sont laborieuses comme l'a montré la réunion du samedi soir et que la tentation est vive, dans une grande partie des forces qui la composent, de jouer les règles de ce jeu imposé par Suarez.

Mais si l'on veut éviter, dans cette brève note, de s'en tenir à la surface des choses, il faut aussi souligner que toute l'opposition — et sur ce point elle est parfaitement unie — se rend parfaitement compte que si elle n'arrive pas à imposer un gouvernement provisoire qui soit chargé d'ouvrir la période constituante, et de contrôler toutes les opérations électorales, tous les risques de manœuvre sont possibles qui permettent au pouvoir de se présenter, ensuite, comme le représentant authentiquement démocratique du pays.

Les chemins de la « rupture démocratique » ne sont pas simples. Étaient-ils les seuls que l'on pouvait prendre? La question se pose, avec de plus en plus d'acuité. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne devaient pas être explorés. Ne serait-ce que pour démonstration.

Christian GUERCHE ■

## Portugal : les grandes manœuvres

Le Portugal, après l'installation du gouvernement PS, va prochainement être admis à mêler sa voix au concert des nations « démocratiques » d'Europe : un Parlement, une Constitution, un gouvernement... on respire dans les chancelleries. Mais c'est sans compter sur deux éléments « déstabilisants » : la nouvelle crise politico-militaire et une classe ouvrière encore forte et capable d'initiatives qui n'est pas prête à subir sans résistance le plan capitaliste d'austérité que Soarès s'est engagé à appliquer.

D'où l'enjeu que représente, pour la plupart des forces politiques, la préparation du second congrès de l'Intersyndicale : comment contrôler et au prix de quelle (s) manœuvres (s) politique (s), le mouvement ouvrier, c'est la question non formulée qui met face à face, pour une nouvelle fois, PC et PS.

Sur les quelque 400 syndicats qui existent au Portugal près des deux-tiers (mais représentant plus de 70 % des travailleurs syndiqués et la quasi totalité des ouvriers industriels) sont affiliés à l'Intersyndicale, contrôlée, souvent bureaucratiquement par l'appareil du PC. C'est pour celui-ci, après sa chute électorale et la perte de la direction de plusieurs moyens d'information, le seul moyen qui lui reste pour mener sa politique de pression/négociation afin d'aboutir au gouvernement de la « majorité de gauche » qu'il réclame depuis le 25 novembre.

Pour le PS qui contrôle (souvent en alliance avec le MRPP, le PCP (ML) ou le PPD) la majorité des syndicats des travailleurs des « services », prendre une plus grande part de la direction de la centrale unique (voire créer une seconde centrale) est un élément fondamental de sa politique d'ensemble, tant il est persuadé que son gouverne-

ment aura à affronter les réactions de la classe ouvrière.

C'est donc la période des grandes manœuvres. Derrière un organisme appelé « commission de rédaction de

la lettre ouverte » le PS a regroupé selon ses dires 70 directions syndicales dont 18 sont affiliés à l'Intersyndicale (en réalité à la dernière réunion de la « commission » seuls 39 syndicats étaient présents).

Que demande cette « commission »? Que le congrès soit repoussé, qu'il soit organisé par une commission paritaire (entre elle et la direction de l'Intersyndicale, c'est-à-dire entre le PC et le PS), que le droit de tendance soit reconnu.

A cela l'Intersyndicale répond que les réunions de préparation du congrès sont ouvertes à tous les syndicats, même non affiliés à elle, mais sous son propre contrôle. Quant au droit de tendance, il n'en est bien en-

tendu pas question. Les choses en sont là. Pour l'instant.

Seule voix discordante : celle de la direction de la Fédération textile qui, dans une « lettre ouverte à tous les travailleurs » signée par deux dirigeants dont Kalidas Barreto (membre de la direction du PS et ancien député PS à la Constituante), appelle à l'unité contre la bourgeoisie sur des bases de classe et à la démocratie ouvrière. C'est le signe que parmi les syndicalistes du PS nombreux sont ceux qui refusent la manœuvre de la direction de leur parti.

La gauche révolutionnaire — regroupée dans les groupes de dynamisation de l'unité populaire — GDUP — va-t-elle réussir à opérer une jonction avec ce courant ouvrier du PS? C'est la grande question.

Pour l'instant elle semble plus intéressée à constituer une troisième fraction qu'à créer les conditions d'un large débat démocratique qui devra porter plus sur le programme du mouvement syndical et la démocratie ouvrière que l'actuelle discussion d'appareils petits ou grands cherchant à mieux se partager le gâteau.

Ce sera un des problèmes qu'aura à affronter le premier congrès des GDUP qui s'annonce difficile tant les divergences sont grandes entre, d'un côté, l'UDP et le MES (pour qui les GDUP doivent donner naissance à une sorte de « front populaire et patriotique antifasciste ») et, de l'autre, le MSU, le PRP et les indépendants (qui cherchent à doter le mouvement d'une ligne politique précise). Débat d'autant plus exacerbé que les GDUP, depuis la fin de la campagne électorale d'Otelo, se sont en bonne partie vidés de ceux qui, sympathisants PC ou PS, s'y étaient joints.

Maurice NAJMAN ■

### LA LEÇON DE DÉMOCRATIE : LES BONS MAÎTRES CHÉRISSENT LES BONS ÉLÈVES...



# Mao, esquisse d'inventaire

Tout le monde lui a rendu hommage, amis et ennemis, adversaires et partisans, sauf les Soviétiques qui accusent Mao « d'avoir usurpé le pouvoir », « d'hégémonie de grande puissance » et « d'anti-soviétisme ». Il est vrai qu'ils avaient — et ont toujours — des comptes à régler avec celui qui, violant tous les tabous, a osé dire que le roi est nu et qualifié de social-impérialiste et de néocapitaliste le régime établi en Union soviétique.

Pour les autres, l'hommage est unanime, sincère ou formel. Depuis Ford, Giscard et Juan-Carlos, jusqu'aux maoïstes étrangers, ce qui va de soi; jusqu'aux dirigeants des partis du tiers monde (sauf l'Inde, mais là aussi les comptes restent ouverts); jusqu'aux trotskystes de toutes obédiences, et, fait important, jusqu'aux communistes d'Europe occidentale admet-

Certes, des analogies existent avec la révolution russe d'octobre 1917. Mais combien plus profondes sont les différences! Dans les deux cas, il s'agit d'une alliance ouvrière et paysanne victorieuse. Cependant, la conquête du pouvoir a eu lieu en Russie sous l'hégémonie du prolétariat, la révolution a été portée de la ville à la campagne, les paysans ralliant en

trine à la réalité à partir de l'existant, pour le bouleverser, à violer les schémas préfabriqués pour leur opposer une pratique révolutionnaire originale et neuve. Il est vrai qu'il a su, tant qu'il y a été contraint, dissimuler ses opinions, s'incliner devant les consignes impératives de Staline, tout en faisant le contraire.

Ce refus de conformisme, cette audace à la fois théorique et pratique lui a permis d'emporter la victoire. Il a été le principal inspirateur et dirigeant de cette révolution. Comme Lénine, il a réuni en sa personne, le théoricien qui élabore programme, stratégie et tactique, au praticien, qui applique lui-même — avec quelle souplesse! — ce corps de doctrine, englobant, au fur et à mesure que s'étend sa prise sur la réalité, les aspects multiformes de la vie nationale.

Car la révolution chinoise a été à la fois nationale et sociale. Contre Staline, qui a voulu dissocier les deux faces de cette révolution, en les faisant se succéder l'une à l'autre, Mao a compris que l'émancipation nationale d'un peuple conquis et humilié n'était possible que grâce à la mobilisation des énergies populaires en vue

d'objectifs concrets et immédiats.

Comme Lénine, il a su unifier, dans un seul et unique élan, l'aspiration à l'indépendance, à la dignité nationale et à la terre. Ce fils de paysans a été le porte-parole de la classe dont il était issu, le chef de guérilla à l'échelle d'un continent, le créateur d'un modèle de révolution pour trois milliards de paysans « sous-développés ».

Ce qu'ont à peine entrevu Marx et Engels, en étudiant le « mode de production asiatique », à savoir la possibilité d'utiliser les survivances du collectivisme agraire de la société pré-capitaliste pour entraîner les paysans dans les coopératives de production d'abord, dans les communes populaires ensuite, Mao l'a compris et réalisé. Là où Staline avait imposé par la force une structure socio-économique aux paysans récalcitrants, Mao a su obtenir l'adhésion de l'immense majorité des villageois, en créant, de toutes pièces, un nouveau modèle de civilisation, un nouveau mode de travail et de vie.

## un rêve millénaire

Il est possible que ce type de collectivisme agraire soit amené à évoluer, que ses formes se différencient et s'assouplissent. Mais l'essentiel demeurera. On ne reviendra plus en Chine à la minuscule parcelle familiale; une étape historique a été franchie avec l'assentiment des intéressés. Certes, la violence y a joué son rôle « d'accoucheuse de l'histoire », mais son intervention a été limitée aux propriétaires fonciers, aux usuriers et à leurs séides. La transformation du village chinois a eu lieu non pas sans et contre la participation des paysans — comme en URSS sous Staline — mais avec leur participation active. Ce collectivisme agraire explique la constante préoccupation d'égalité qui traverse la pensée de Mao. Le rêve égalitaire millénaire, formulé par tant de sectes religieuses, s'est incarné dans la démarche prati-



Photo A.F.P.

quant « l'unité dans la diversité ». Quant au peuple chinois, il a pleuré le grand disparu, comme pleurent tous les peuples quand ils perdent ceux en qui ils ont mis leur confiance et leur espoir.

Dans cette unanimité de façade, une seule voix discordante, celle de François Fejtö qui, à l'exemple de Georges Altman, lors de la mort de Staline, a tenté d'établir le premier bilan, beaucoup trop injuste et négatif, d'une œuvre aussi diverse que riche. Il faudra du temps pour que, au-delà de l'adulation aveugle et de l'éloge hypocrite, on puisse aborder une étude tant soit peu sérieuse et objective du rôle de ce géant de l'histoire, qui a labouré en profondeur le plus nombreux peuple du monde et a transformé de fond en comble le rapport des forces dans l'arène internationale.

Après une telle avalanche de commentaires où l'anecdote prime l'analyse et la légende domine l'histoire, essayons de dégager ce qui est déjà acquis, qu'on peut tout au plus, interpréter, qu'on ne peut pas contester! C'est l'originalité foncière de la révolution chinoise et son caractère exemplaire.

pleine guerre civile les ouvriers victorieux.

Tout autre a été la situation en Chine. En raison de la faiblesse en nombre et en organisation, à la suite du massacre perpétré par Tchang Kai-chek en 1927-29, le prolétariat chinois n'a joué qu'un rôle subalterne dans la longue et glorieuse lutte pour le pouvoir. La révolution a été portée des villages vers les villes, longtemps tenues par les forces armées de la bourgeoisie, aidées par l'impérialisme.

L'hégémonie dans la révolution chinoise a été exercée, dès qu'elle a pris l'allure de masse, par la paysannerie, par les cadres politiques et militaires qu'elle a secrétés, rejoints par des ouvriers et intellectuels bourgeois déclassés. La « grande révolution prolétarienne » chinoise, tant exaltée par les chantres du nouveau régime, a été la plus grande révolution paysanne de l'histoire!

## violier les schémas

Ce marxiste orthodoxe n'a pas hésité, comme Lénine, à adapter la doc-

## communiqué de presse du PSU

Avec Mao Tsé-toung disparaît l'un des derniers grands leaders communistes de l'époque de la montée au pouvoir des partis communistes, puisque seul Tito représente aujourd'hui cette génération des grands dirigeants.

Plus par sa personnalité historique que par la légende créée autour de lui, Mao Tsé-toung a apporté une contribution essentielle au mouvement socialiste international, et un infléchissement irréversible au cours de l'histoire mondiale. Il a forgé un type de socialisme particulier, appuyé principalement sur les masses paysannes; il a élaboré une forme de société égalitaire adaptée aux réalités des pays du Tiers-Monde. En dépit de ses faiblesses, de ses insuffisances et de ses erreurs, la République populaire de Chine représente une esquisse de société originale. En ce sens, Mao Tsé-toung a été l'artisan de la mise en pièces de l'idée selon laquelle le socialisme se réaliserait selon le

modèle unique de l'Union soviétique.

En même temps, il a rappelé avec force que le changement révolutionnaire constituait une tâche ininterrompue, et insisté sur la place qu'il fallait accorder à la lutte idéologique. Mais ici commence aussi la légende qui rappelle, par certains côtés, celle qui fut forgée en URSS pendant la période de collectivisation. On ne saurait passer sous silence le fait que ce qui a été présenté comme l'« irruption des masses » dans la vie politique s'est parfois résumé en une manipulation des masses pour résoudre des conflits d'appareil; ni que l'internationalisme affirmé, en particulier à travers le leadership à l'égard des pays du Tiers-Monde, s'est traduit par une politique de puissance.

Il reste qu'au-delà de cette légende et du culte qu'elle a inspiré, la mort de Mao Tsé-toung représente une perte considérable pour le peuple chinois, auquel le PSU apporte ses sentiments fraternels.



Photo AFP

que, parfois utopique, toujours concrète, du leader chinois. D'où son hostilité à une hiérarchie figée, à une bureaucratie dont la Chine avait été si longtemps la terre de choix. La « révolution culturelle » qu'on a affublée d'adjectifs ronflants (« socialiste et prolétarienne ») a été, outre son aspect de lutte pour la reconquête du pouvoir, essentiellement une tentative d'arrêter en faisant appel à la jeunesse, la différenciation des classes à l'intérieur des structures existantes.

A-t-elle réussi ? Il serait risqué de l'affirmer, la lutte continue et la disparition de Mao lui donnera probablement encore plus d'âpreté et d'acharnement. La société post-révolutionnaire chinoise engendre de nouveaux antagonismes et conflits. Le mérite de Mao est d'avoir dit ouvertement que ces antagonismes existent et parfois s'aggravent ; que rien n'est jamais réglé définitivement, que la ligne de clivage passe à l'intérieur du parti communiste. Mao, à l'exemple de Lénine, bien qu'obsédé par le secret et se réfugiant souvent dans l'anonymat, a su soumettre le régime, dont il a été le fondateur, à l'arme acérée de la critique.

Révolution paysanne, la preuve en est que le progrès économique ne s'y accompli pas, comme c'est le cas en URSS, au détriment de la paysannerie. Savoir éviter la rupture de l'alliance entre les ouvriers et les paysans, la consolider au contraire, maintenir le lien entre les paysans devenus ouvriers, militaires, fonctionnaires, et leur milieu d'origine, tel a été l'enseignement qu'a tiré Mao de la

désastreuse expérience soviétique. Certes, des abus ont eu lieu, les contraintes ont pu être parfois excessives, mais, pour l'ensemble, la grande alliance, sur laquelle repose le régime, a survécu.

L'unité de pensée a été imposée avec insistance, et non sans excès, allant jusqu'au « lavage du cerveau ». Toute autre pensée a été impitoyablement combattue et réprimée. Une forme atténuée, mais non moins persistante, du culte de la personnalité aboutissant à l'écrasement de toute pensée libre, sévit dans cet immense pays. Sous ce prétexte, un Lin Piao a pu, en se réclamant du « petit livre rouge », imposer pour un temps sa falote personnalité comme celle d'un successeur présumé. Cette imposture a heureusement peu duré. Quelles autres péripéties menacent ce grand peuple, qui n'a pas encore acquis, malgré son long passé de culture, le sens de la diversité sans conflits et d'un débat sans affrontements.

#### « un marxisme sinisé »

Affranchi de la tutelle soviétique, après des années de sujétion mal supportée, Mao a rompu la solidarité factice avec l'URSS, s'est tourné vers le tiers monde où il a fait figure de modèle et de chef de file ; dénoncé sans vergogne l'URSS comme une menace pour la souveraineté de son pays, comme une force d'oppression pour d'autres pays tombés sous sa coupe. Il en a dégagé des conclusions erronées encourageant l'unification militaire de

l'Europe occidentale, le renforcement de l'armement stratégique des Etats-Unis, recherchant l'alliance des pays réactionnaires, comme l'Iran et le Pakistan, affirmant que la troisième guerre impérialiste mondiale était inévitable et prochaine.

Là apparaît, plus que partout ailleurs, l'aspect national du maoïsme, son particularisme asiatique, son tiers mondisme, qui se superposent à son incontestable aspiration à l'universel ! Contradictions, diront certains. A coup sûr ! Mais Mao n'a jamais craint de saisir et d'expliquer l'existence de contradictions dans la vie et d'essayer

de les surmonter. Il était, à sa manière, toute particulière, le protagoniste d'un « marxisme sinisé ». Il s'est parfois trompé ; il n'était pas infallible et ne l'a jamais prétendu. Bien plus souvent, il a eu raison et son héritage, immense, appelle un attentif et minutieux inventaire. Il a été, après Lénine, le plus grand révolutionnaire de notre époque. Et on n'a pas besoin d'adhérer à tous ses enseignements pour s'incliner avec respect devant ce personnage hors de mesure, dont la dimension exacte ne pourra être établie que dans un avenir lointain.

Victor FAY ■

## pour en savoir plus...

Lucien Bianco : *Les Origines de la révolution chinoise*, Ed. Gallimard, coll. « idées ».

Jean Chesneaux : *Le Mouvement paysan chinois (1840-1949)*, Ed. du Seuil, 1976, coll. « Points ».

René Dumont : *Chine, la Révolution culturelle*, Ed. du Seuil, 1976, coll. « L'Histoire immédiate ».

François Fejtö : *Chine-URSS*, Ed. du Seuil, coll. « Politique ».

Jacques Guillermez : *Histoire du Parti communiste chinois (1921-1949)*, Ed. Payot, coll. « Petite bibliothèque Payot », 1975, 2 vol. ; *Le Parti communiste chinois au pouvoir (1949-1972)*, Ed. Payot, 1972.

Pierre Illiez : *Chine rouge, page blanche*, Ed. Julliard, 1973, [Les grandes étapes de la révolution culturelle, 1965-1969].

Simon Leys : *Les Habits neufs du président Mao*, Ed. Champs libre, 1971.

Maria-Antonietta Macciocchi : *De la Chine*, Ed. du Seuil, 1974, coll. « Points ».

Alain Peyrefitte : *Quand la Chine s'éveillera...*, Ed. Le Livre de poche, 1975, éd., revue et mise à jour.

Edgar Snow : *Etoile rouge sur la Chine*, Ed. Laffont.

Collectif : *Révo. cul. dans la Chine pop.*, (anthologie de la presse des gardes rouges), UGE 1975, coll. « 10/18 ».

Collectif : *Les Chinois*, (petite encyclopédie historique, géographique, politique, économique, culturelle), Ed. Le Livre de poche, 1976, coll. « Edma ».

Claude Aubert, Lucien Bianco, Claude Cadart, Jean-Luc Domenach : *Regards froids sur la Chine*, Ed. du Seuil, 1976, coll. « Politique ».

Tous ces ouvrages sont en vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

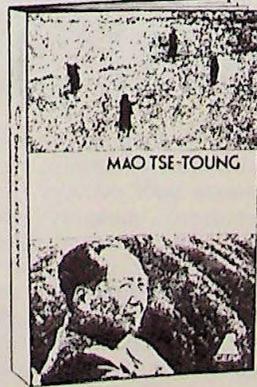
### l'édition intégrale

des TEXTES - DISCOURS -  
ALLOUCTIONS, DIRECTIVES -  
LETTRES INTERVENTIONS - ENTRETIENS  
de

# MAO TSE-TOUNG

1949-1958

pour la première fois  
directement traduits du Chinois.



Ces textes ont été publiés en Chine par les gardes rouges dans un recueil « MAO ZEDONG SIXIANG WANSUI » strictement réservé aux cadres dirigeants du parti communiste chinois.

notes et index permettent de situer tous ces textes dans l'histoire chinoise et mondiale.

Un ouvrage indispensable pour la connaissance de la Chine Populaire et la pensée de MAO TSE TOUNG

612 pages 85 f.

**CERF**

## Chypre : « nous croyons à l'action »

Avant les élections à Chypre, qui ont vu le parti socialiste EDEK gagner 4 sièges, TS s'est entretenu avec son secrétaire général, le D<sup>r</sup> Lyssarides.

**TS :** Les événements du Liban sont intimement liés à ceux de Chypre. Depuis la proclamation, en février 1975, d'un Etat fédéré chypriote turc au nord de l'île, la Turquie semble avoir confortée l'intervention de son armée à Chypre. Comment à votre avis se sent-elle si forte ?

**Vassos Lyssarides :** Je pense que la Turquie essaiera de consolider sa présence à Chypre. C'est évident que les Turcs ne sont venus ici, ni pour protéger la minorité turque, ni pour partager l'île dans le sens d'une double « Enosis » (partage de l'île en deux et rattachement de chacune des deux parties à la Grèce et à la Turquie) parce que cela impliquerait pour la Turquie de devoir accepter la présence officielle de la Grèce en Méditerranée orientale. C'est pourquoi je pense que l'effort actuel de consolidation de la

dialogue n'a pas de sens dans ce contexte.

Par ailleurs, il n'y a eu aucune véritable pression sur la Turquie et nos propres forces ne sont pas encore suffisantes, pour l'obliger à négocier. Pour ces deux raisons elle ne peut négocier que si nous « internationalisons » notre problème au maximum, mobilisons l'opinion publique internationale, pas seulement pour un soutien théorique, mais pour quelque chose de plus concret, et enfin organisons une défense telle à Chypre, que la Turquie comprendra qu'elle ne peut occuper l'île sans une vraie guerre, ce qui n'est pas une aventure sans risque de nos jours. Si ces trois points sont effectifs, alors une solution est possible !!

**TS :** Quel peut être l'impact du conflit entre la Grèce et la Turquie à propos de la mer Egée sur le problème chypriote ?

pourront en garder le contrôle ? Parce qu'il y a là des sources réelles de conflits : le pétrole, la situation géographique, etc., et une fois qu'on est engagé, il sera peut-être trop tard pour contrôler toute la situation dans cette région. C'est pourquoi je pense qu'il y aura des pressions des deux côtés pour qu'un affrontement véritable n'éclate pas...

**TS :** Quels sont maintenant les rapports entre la Grèce et Chypre après le coup d'Etat des colonels à Chypre ?

**VL :** Il y a certains faits positifs : d'une part le gouvernement grec a officiellement accepté que le problème de Chypre soit résolu à Nicosie et non à Athènes, comme le souhaitait la junte, pour qui Athènes était le centre national, et d'autre part, indépendamment de mes options politiques — je suis socialiste, et le régime de Caramanlis n'est pas socialiste, ce n'est pas un ami idéologique — la Grèce n'est plus une dictature ; cela signifie que maintenant les Grecs sont libres et peuvent devenir un facteur important de notre combat, dans le sens qu'ils ne permettront jamais à aucun gouvernement grec de fermer les yeux sur ce qui se passe à Chypre...

**TS :** A la veille des élections parlementaires (35 candidats répartis entre le Parti socialiste (EDEK), le Parti communiste (AKEL), le Mou-

union sacrée des chypriotes grecs contre la Turquie ?

**VL :** Il y a disons un point d'accord. Cléridès pense que nous sommes à la merci de Kissinger et des Turcs, et que nous devrions les prier, par l'intermédiaire de leurs amis occidentaux, de se montrer cléments à notre égard. Cela fait penser à quelqu'un qui supplierait son assassin de le tuer d'une façon plus agréable... Nous pensons que la politique de non-alignement de Chypre est juste, parce que nous pouvons faire appel à nos amis du monde communiste, du tiers monde... et même de l'Occident, si leurs intérêts coïncident avec les nôtres ; la politique de non-alignement n'a pas d'œillères, et nous pouvons agir dans toutes les directions. Nous pensons également que sans une lutte du peuple chypriote rien ne se produira. La liberté n'a jamais été accordée à qui que ce soit. Nous croyons à l'action ; cependant nous coopérons avec les partis qui acceptent notre point de vue, en théorie, même si nous suspectons que certains d'entre-eux n'iront pas au-delà de leurs positions de principe.

En outre, si certains d'entre-eux s'imaginent que l'EDEK coopérera en acceptant d'être écrasé, ils s'illusionnent. Il vaut mieux pour nous ne passer aucun accord qu'un accord malsain... Ce qui nous intéresse, plus que le pourcentage obtenu dans des élections c'est de combattre avec le peuple. Beaucoup de nos ennemis et parfois même de nos amis confondent la violence fasciste et la résistance. Ils disent que nous ne devrions pas résister. Nous leur avons répondu que, pendant la dernière guerre, on disait des maquisards qu'ils étaient dans l'erreur : ils tiraient un Allemand et cinquante Français étaient tués, ils étaient fous ! Qui était préférable ? Pétain ? Qui a survécu ? Pas les pétainistes, mais les maquisards !!

**TS :** Que représente le nouveau mouvement de Kyprianou souvent présenté par ses militants comme la voix officieuse de Makarios ?

**VL :** Makarios n'est pas un chef de parti. C'est un personnage national. Notre parti soutient Makarios, le Parti communiste soutient Makarios, et Kyprianou également soutient Makarios... Kyprianou s'est présenté après la déchéance de Cléridès, pour combler le vide en direction des forces de droite qui ne font plus confiance à Cléridès. Kyprianou sera probablement à la tête du Parlement après plus ou moins un accord dans ce sens.

Propos recueillis par notre correspondant Robert ANTOINE ■



Photo X.

Turquie est de nous obliger à légaliser le « fait accompli » afin de contrecarrer la solidarité internationale et vaincre l'esprit de résistance et la combativité des chypriotes. Si bien qu'au bout de quelques années, quand toute l'affaire sera à moitié oubliée, alors elle pourra créer des troubles entre les Etats dits fédérés et achever son plan d'occupation. C'est ce que je crois être les perspectives pour la Turquie. Le

**VL :** Pendant un temps nous avons craint que ce conflit ne soit qu'un prétexte pour occuper Chypre ; qu'ils démarrent quelque chose en mer Egée pour occuper Chypre, et ce danger est toujours présent. Mais il semble que le problème soit plus vaste que cela ; et même si Kissinger, ou d'autres, pense pouvoir lancer un conflit limité pour résoudre le problème de Chypre, qui peut dire s'ils

vement de Kyprianou (centre droit) et le Parti de Cléridès (négociateur à Genève sur le problème de l'île, accusé par l'ensemble des autres partis de faire le jeu des Américains et d'avoir outrepassé son rôle de rapporteur des décisions du Parlement chypriote grec dans les négociations) peuvent-on considérer qu'il y ait une

# on ne peut pas tout dire



## avec les Palestiniens

Le PSU soutient l'initiative de l'Association médicale franco-palestinienne en faveur des Palestiniens au Liban. Après Tell-el-Zatar, ce crime politique, le peuple palestinien n'abandonne pas la lutte. L'AMFP rappelle « qu'un puissant mouvement de l'opinion publique mondiale peut encore retenir les mains des massacreurs... » « que des milliers, des dizaines de milliers de voix s'élèvent

pour exiger la survie du peuple palestinien, que la solidarité matérielle afflue : que vivres, vêtements, médicaments, matériel sanitaire soient expédiés en masse au Liban. Que les chirurgiens, les réanimateurs, les médecins, les infirmières de France, se sentent concernés. Les besoins sont immenses. Manifester sa sympathie ne suffit pas, le peuple palestinien attend notre soutien sanitaire sur place. Que personne n'accepte sans remords de ne rien faire alors qu'il en est encore temps ». AMPF, 24, rue de la Réunion, 75020 Paris. CCP 34521 83.

## PSP contre Lockheed

Décidément, nos camarades du PSP (équivalent pacifiste du PSU aux Pays-Bas) sont encombrants. Au contraire de la social-démocratie au pouvoir (Den Uijl) qui voudrait à tout prix éviter une crise constitutionnelle à la suite de l'affaire Lockheed, le PSP constate avec satisfaction que le prince Bernhard (dont on connaît les rapports à la droite musclée en Europe de l'Ouest) est bel et bien coupable de corruption, il réclame — totalement isolé au Parlement — des poursuites judiciaires contre le prince dans l'intérêt de la démocratie, le remboursement des pots-de-vin à l'Etat, l'incompatibilité constitutionnelle entre les fonctions du monarque et un rôle quelconque dans l'appareil d'Etat.

Tout en notant que la querelle monarchie-république profite à la droite (elle voile les vrais problèmes du pays), le PSP exige donc que lumière soit faite sur ces événements. ■

## RFA : la montée de la répression

Le samedi 7 août, le Sénat de Hambourg (SPA) « couvre » une journée d'action du parti néo-nazi NDP malgré les protestations conjointes des organisations syndicales et de nombreuses personnalités qui s'étaient exprimées le 4 août lors d'une manifestation regroupant 2 000 personnes. Un « congrès des forces nationales européennes » devait se tenir dans la soirée du 7 août, auquel participaient 400 délégués : MSI italien, terroristes sud-tyroliens, extrême droite française et britannique, etc. La police hambourgeoise, faisant preuve d'une brutalité rare, a tout mis en œuvre pour « casser » un mouvement spontané de quelques centaines d'antifascistes. Equipés de gourdins (70 cm) et de gaz lacrymogènes à substance particulièrement dangereuse (nouvellement utilisée), les forces de « l'ordre » n'ont pas hésité à s'en prendre aux journalistes et aux photographes. Le premier journal télévisé qui comportait une large séquence sur ces événements a été immédiatement censuré.

Aux termes du nouveau décret sur la propagation de la violence (article 88a du code pénal), la justice ouest-alle-

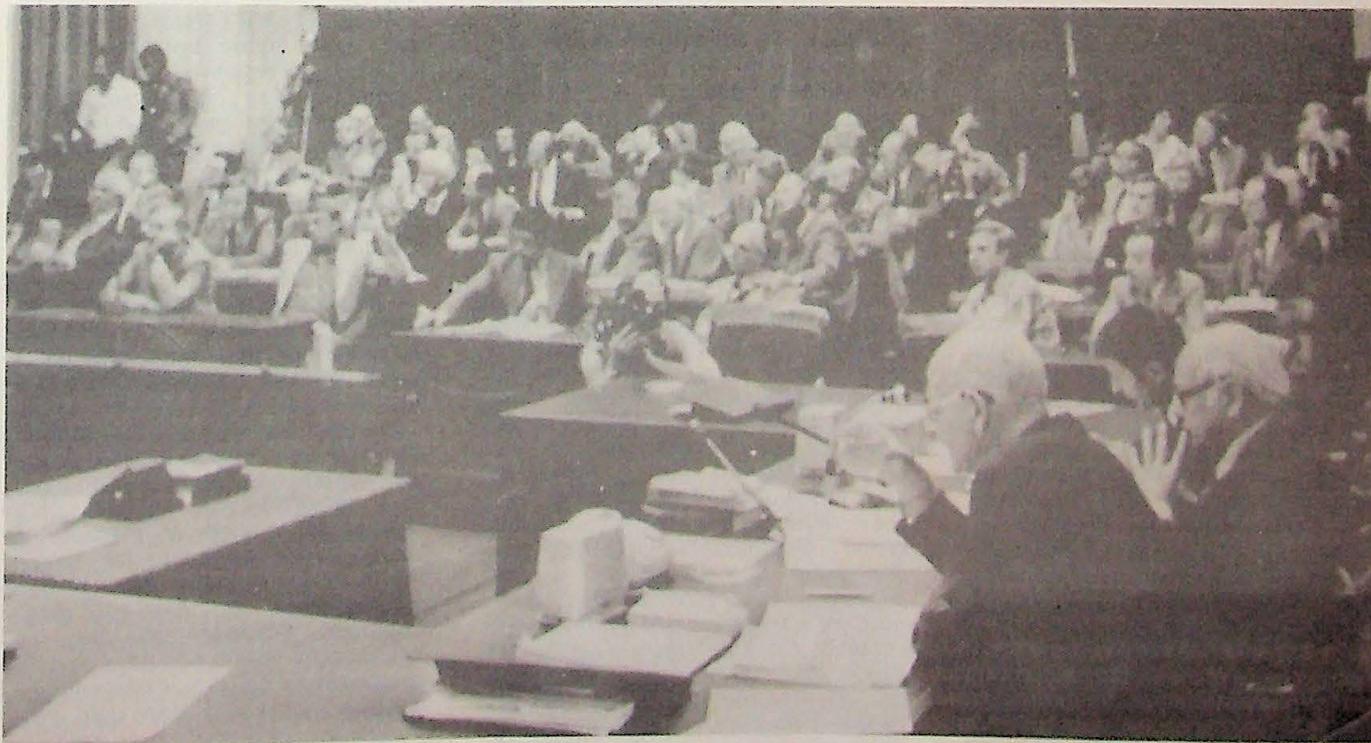
mande peut, depuis mai 1976, arrêter les libraires de gauche comme on a pu le voir encore récemment à Herdelberg ou Bochum, saisir livres, imprimés et documents, inculper les employés, etc.

Il suffit de faire le rapport pour se demander ce qu'il en est encore du socialisme et de la démocratie outre-Rhin. ■

## Staline en baisse

La remise à jour de chaque nouvelle édition de l'encyclopédie soviétique traduit les évolutions du régime. C'est un indicateur. On peut parfois se rendre compte que des célébrités confirmées disparaissent, sont enterrées pour la deuxième fois en somme.

Cette année, Staline est perdant dans cette remise à jour. La place qui lui est consacrée ne fait plus qu'un tiers de celle qui lui était attribuée en 1957. Le commentaire lui-même comporte bon nombre des critiques faites par des responsables de son vivant (évidemment pas celles de Trotski). Mais enfin, le grand chef mort, on commence à le parer d'autres choses que de toutes les vertus du socialisme. Le sens critique réservé aux rédacteurs de cette encyclopédie ira-t-il plus loin ? ■



Débat à la Chambre des Députés néerlandaise.

# c'est aussi politique

## Soljenitsyne : l'homme en trop

« Soljenitsyne a voulu penser ce qui prive de penser. » Cette phrase du livre de Claude Lefort « *Un homme de trop* » paru au Seuil, donne la mesure de la possibilité de lecture plurielle de l'*Archipel de Goulag*. Précisément, c'est un point de vue que TS livre ici à l'appréciation de ses lecteurs.

Face à la répression, à la mort, au totalitarisme, face au monde des camps, déserté par la morale vivante, voué « à la monotonie de l'affirmation, seul pouvait répondre, de ce monde seul pouvait prendre la mesure un homme disant : je ». Pourquoi ? Soljenitsyne donne lui-même une des réponses à cette question dans le tome III de l'*Archipel du Goulag* paru peu avant les vacances : « *Notre pays est le seul au monde, le seul de toute l'histoire universelle à choyer les faux-témoins* ».

### l'archipel demeure

En effet combien ont-ils été ceux qui, après avoir nié les faits, avoir nié le culte stalinien, la répression, l'industrie pénitentiaire qui a englouti des millions d'hommes, ont avoué avoir menti ? Ils sont peu. Khrouchtchev, lors du vingtième Congrès du PCUS fit le récit d'une partie des atrocités stalinienne et leur donna son interprétation : Staline s'était attaqué à la légalité socialiste, au parti. Au parti seulement ? Si cela était vrai, Soljenitsyne serait un mythomane. Mais Khrouchtchev a menti. Car si les gouvernements changent ou ont changé l'Archipel demeure. La logique totalitaire ne s'est pas arrêté de fonctionner les jours où Béria et Staline sont morts.

Plioutch, Martchenko, Karawenski et bien d'autres peuvent, comme Soljenitsyne, témoigner que les camps existent toujours. On les a débaptisé ; on les appelle « colonies ». Il n'y a peut-être pas des millions de prisonniers dans ces camps comme sous Staline, mais il y en a des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers. L'Archipel demeure parce que le régime qui s'est construit sur lui demeure, plus sûr, mieux rôdé. Dans un des chapitres du tome III Soljenitsyne le décrit. Il cite un zek qui lui a écrit, en 1961 : « *Les méthodes employées sous Staline pour conduire l'instruction et rendre la justice ont été tout simplement transférées du domaine politique dans celui du droit commun, un point c'est tout.* » Si le système totalitaire, les cercles d'acier qui enserrant depuis presque soixante ans l'Etat soviétique avaient vraiment liquidé le Goulag, il se serait suicidé lui-même.

Il ne faut pas s'étonner dès lors que des lecteurs de Soljenitsyne puissent se transformer en faux-témoins. Claude Lefort les contrebait. Pour lui



Photo AFP

Soljenitsyne n'est pas un marxiste, mais il est le premier qui, à partir d'une résistance forcenée à la mort dans les camps, ait analysé leur logique : celle du totalitarisme. Des concepts comme « Etat ouvrier dégénéré », « culte de la personnalité », « atteinte à la légalité socialiste » ne pèsent pas lourd devant la profondeur de l'analyse de Soljenitsyne que Lefort met en évidence. Deux expressions essentielles désignent ce cheminement : « l'égocrate » et « l'idéologie de granit ».

### Marx n'est pas coupable

Qu'est-ce que l'égocrate Staline ? C'est l'homme, un. « *L'institution du totalitarisme implique le fantasme d'une société sans division, une. Il ne prend figure que par l'incessante production-élimination des hommes en trop, parasites, déchets, nuiseurs.* Mais l'Un, qui l'énonce ? et ce surplus, qui le retrace ? Il y faut un autre, un grand Opérateur. Inutile de se demander si sa personnalité est le produit du culte ou vice-versa ; tous deux se constituent simultanément : ce sont des phénomènes sociaux. » Inutile donc de voir Staline comme seul porteur de l'histoire du stalinisme, comme seul responsable. Il est un nom. Le nom d'une institution :

l'Etat totalitaire. Staline lui-même l'avait, en janvier 1934, bien défini : « *Le dépérissement de l'Etat se produirait à travers un renforcement maximal du pouvoir d'Etat.* »

Mais cet Etat ne fonctionne pas sans idéologie. Suivant à la trace l'histoire du monde vue par l'histoire des camps de Soljenitsyne, Lefort répond à la question que d'autres ont si mal posée, ou posé intentionnellement dans le but d'oublier les camps : « Marx est-il coupable ? » Sans traduire exactement la richesse de la démonstration de Lefort sur "l'idéologie de granit" qui a permis l'existence totalitaire des camps et de l'Etat, nous dirons : Marx a été englouti lui aussi dans les camps stalinien. Ainsi Lefort remarque : « *L'analyse des camps et du régime qui les engendre, du Parti et de l'idéologie, n'a pas à faire place à une critique de Marx ; elle ne peut s'appliquer qu'au marxisme institué, lequel, engloutit Marx.* » Il montre à plusieurs reprises que Soljenitsyne ne peut interroger qu'une seule chose : le discours idéologique sur Marx comme discours de classe, comme discours mensonger. Soljenitsyne évoque à la fin du tome III l'histoire de son pays comme l'histoire du mensonge. L'histoire qu'il a écrite ne peut donc être celle du nous, celle de la classe ouvrière messianique que le régime soviétique a emprunté à l'œuvre de Marx. Elle ne se pense pas, ne peut exister qu'à travers l'histoire des prisonniers, des morts et de ceux qui en ont pendant des dizaines d'années l'expérience quotidienne. Ce "je" sorti de tombereaux de cadavres est la seule possibilité de survivre au totalitarisme. Les procès de Moscou (1937-1938), tels que les évoquent Lefort le montrent bien. Les bolchéviques n'ont pas pu résister à l'interrogatoire, ni dénoncer ce processus puisqu'ils en étaient et les créateurs et les victimes. Le parti avait besoin d'ennemis. Eux se concevaient comme encore en son sein et non pas au sein du grand ennemi du Parti communiste : les peuples soviétiques. Pourquoi cette impossibilité de se concevoir comme extérieur au parti ? Trotski, que Lefort cite, avait donné une réponse à l'avance : « *Personne d'entre nous, affirmait-il alors (1), ne veut, ni ne peut avoir raison contre son Parti. En définitive, le Parti a toujours raison... Et si le Parti prend une décision que tel d'entre nous estime injuste, celui-ci dira : juste ou injuste, c'est mon parti et je supporterai la conséquence de sa décision jusqu'au bout.* »

Il ne faut donc pas s'étonner de l'utilisation faite par Staline de ce genre de conception. Puisque le vote ou les décisions ne dépendaient plus des idées exprimées, mais seulement de la détention du pouvoir, de la majorité de la direction, Staline ne chercha ni à prouver, ni à convaincre : il affirmait. Et à chaque affirmation la machine à broyer la vie qu'étaient les camps fonctionnait, produisant des marchandises et des cadavres. Comment s'étonner dès lors si Soljenitsyne définit son pays comme celui où la loi est si puissante qu'elle n'a plus aucun sens, donc qu'il n'y a plus de loi.

Mais ce monde a ses fissures. C'est

ce que révèle le tome III de Soljenitsyne que commente Lefort en ces termes : « *...redonnant figure aux opprimés, Soljenitsyne révèle, en outre, qu'en dépit de leur silence, ils ne sont pas inertes. Il ne nous apprend pas seulement à reconnaître, par-delà l'ordre, les tourments du petit peuple, mais produit les signes d'une résistance collective, défaits sans doute sitôt qu'elle aboutit à un soulèvement, mais non pas brisée. Et ces signes permettent d'entrevoir l'histoire qui mine le totalitarisme.* »

Il importe peu que Soljenitsyne ait fuit aux Etats-Unis le lendemain de la livraison d'un Mig 25 à la CIA. Ce qui importe, c'est qu'il ait écrit l'*Archipel du Goulag*, qu'il ait décrit l'autogestion spontanément organisée dans les camps spéciaux de Vorkouta (1953), de Kenguir (1954), d'Ekibastouz (janvier 1952) contre l'institution totalitaire. La lancinante question qui nous envahissait à la lecture des deux premiers tomes : « Pourquoi vous êtes-vous laissés faire » trouve là sa réponse. Comme le fait remarquer Soljenitsyne, Staline pleure à gros sanglots, eût pleuré lui aussi devant ces révoltes. Mais ces pleurs n'auraient pas duré tout le temps. Le temps des tanks est vite venu avec ses successeurs. Prague, Budapest sont bien connus. Mais le tome III nous rappelle aussi qu'en juin 1962, Novotcherkaask, une ville russe, se révolta contre la hausse des prix, la baisse des salaires, et l'ont vit sur les murs des usines : « A bas Khrouchtchev ». Les émeutes décrites par Soljenitsyne ont fait éclater, ce jour-là, les limites d'un monde où règne la bureaucratie.

Jean-Yves ROGNANT ■

(1) Lors du 13<sup>e</sup> Congrès du PCUS (1924).

\* « *Un homme en trop* », de Claude Lefort (Seuil).

\* *L'Archipel du Goulag*, tome III, A. Soljenitsyne (Seuil). En vente aux Editions Syros.

# trois

### Les Messagères

d'Evelyne Le Garrec

éditions des Femmes

20 F, 220 pages, en vente chez Syros



evelyne le garrec

les messagères

## un âge bien touffu

« L'âge de l'autogestion » (1) semble annoncer un âge bien touffu ! Intéressant pourtant l'historique des origines philosophiques du socialisme et du marxisme ; essentiels et vitaux les éléments de critique du léninisme, du centralisme démocratique, du dilemme centralisation/décentralisation ; hardie la remise en cause de la notion de propriété par la notion de droits éclatés et divers.

L'auteur apparaît partagé entre l'aspiration — qui nous concerne prioritairement — à sortir des modèles établis du socialisme et l'incapacité à concevoir un type de société non soumis au modèle de l'Etat-nation.

Mais on a parfois l'impression que les termes d'autogestion et de démocratie sont pris comme des objets de laboratoire, susceptibles d'être expérimentés en dehors de leur contexte historique global, sorte d'objets abstraits, purement théoriques. Il semble qu'il n'y ait pas d'histoire. Il ne s'agit pas de faire de l'orthodoxie, d'invoquer un concept magique — celui de lutte de classe, par exemple, dont il n'est pas même question de manière détournée — mais de s'essayer à définir (quand même !) les agents ou acteurs de la conquête et de l'exercice du pouvoir et les rapports (d'alliance, de conflit) et qu'ils risquent d'entretenir entre eux. A moins de s'en tenir à l'abstraction d'un « Peuple » indifférencié.

L'auteur a beau parler de pouvoir réel des travailleurs sur leur lieu de travail et de vie, la signification concrète de ce pouvoir reste toujours

très vague (rien sur le contrôle ouvrier) et, surtout, très localisée à la simple prise en charge du quotidien, sans jamais s'intégrer dans une stratégie d'ensemble, une conception politique globale.

Les limites de ces analyses ne sont réellement mises à jour que rattachées à la conception de la nature de l'Etat et de sa fonction dans une société socialiste dans laquelle elles s'intègrent.

« La tâche du projet socialiste autogestionnaire (...) est ensuite de réduire la taille de l'Etat en réadaptant ses tâches (...) de tuteur de la société et gardien de l'ordre économique bourgeois, (il) doit devenir le pôle de la régulation sociale » (p. 4, 6, 7 — c'est moi qui souligne).

L'Etat apparaît donc, lui aussi, comme une autre abstraction. Car comment prétendre transformer les institutions dans un sens autogestionnaire sans poser le problème de la destruction des institutions les plus directement au service de l'Etat (silence total sur l'armée et la police) et du dépérissement de celui-ci ? S'il ne s'agit que de réformer les institutions en place, d'assouplir et de

démocratiser leur fonctionnement, on peut s'interroger sur le sens de la référence autogestionnaire.

Rosanvallon a raison de montrer l'insuffisance de certains concepts marxistes (infrastructure-superstructure), l'économie comme « détermination en dernière instance », « appareils idéologiques d'Etat » inopérants à rendre compte de la complexité mouvante de la réalité sociale par le système de relations hiérarchisées dans lequel ils la figent mécaniquement. Mais on voit mal comment fonctionnent les concepts qu'il utilise « institution », « institué », « instituant » — et qu'il semble substituer aux concepts marxistes majeurs de « mode de production », de « procès de la production de l'échange », de « procès de reproduction et d'accumulation », de « procès de travail » etc. (faut-il rappeler à Rosanvallon que Marx, lui, parlait en termes dynamiques — processus, procès, changement de forme, circulation — non pas en termes de structures ou d'appareils — cf. « *Le Capital* »).

Une « analyse institutionnelle » ? Oui, mais elle implique d'emblée une critique de l'Etat qui aille jusqu'au bout d'elle-même, cessant de maintenir l'illusion que l'Etat n'est qu'un instrument, quand il est question de l'étatisation généralisée de la vie politique et sociale (cf. l'interview de H. Lefebvre dans *TS*, n° 705).

Marx et Engels étaient les premiers à reconnaître qu'ils n'avaient jeté que les premières bases d'une théorie d'ensemble de l'histoire et du pouvoir.

Il s'agit donc d'articuler entre-elles les diverses analyses — celle des institutions et de leurs langages, celle des modes de production, celle aussi des structures psychiques dominantes, etc — non de se battre à coup de concepts.

Marion LAY ■

(1) Rosanvallon (Pierre). *L'Age de l'autogestion*. Paris, éditions du Seuil, 1976, 88 p. Coll. Politique. 7,50 F.

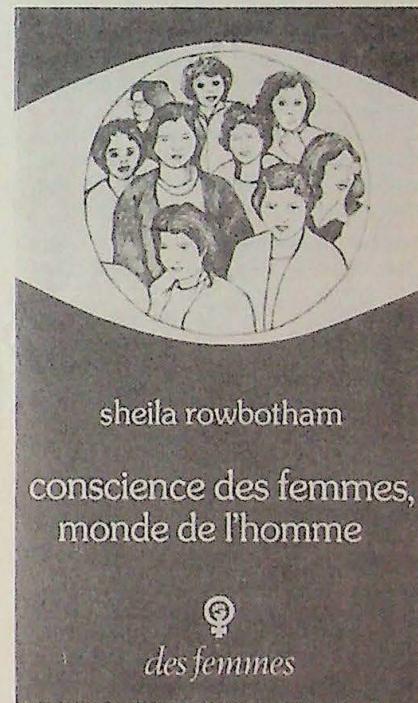
passé (parfois très lointain), au présent, au futur. Leurs vies de femmes sont âpres, partagées entre le travail de la terre ou dans le village, et le lourd travail domestique ; la pauvreté est grande, les enfants nombreux, les hommes lointains, les joies rares et la tradition patriarcale trop pesante. Toutes insistent sur leur isolement. Toutes différentes, les femmes qui parlent dans ce livre font une sorte de portrait collectif, qui concerne tout le monde rural occidental. Et par cette parole, elles bousculent le mythe de « l'idylle paysanne » et viennent rompre le silence ancestral sur la réalité quotidienne de leurs vies. ■

### conscience des femmes, monde de l'homme

de Sheila Rowbotham

éditions des Femmes

15 F, 220 pages, en vente chez Syros



Sheila Rowbotham dit très concrètement à partir de son expérience d'avant 68, comment elle a pris conscience de son oppression et commencé à lutter. Du maquillage aux rêves, de la mode au militantisme, dans un monde créé par les hommes et pour l'homme, les femmes ont compris qu'elles étaient exclues, reléguées dans les rôles de mères et d'épouses, envers des rôles masculins dominants. Avec cette nouvelle prise de conscience, les luttes de femmes se sont séparées du féminisme traditionnel demandant l'égalité des droits avec les hommes, et du marxisme orthodoxe de la gauche, pour devenir une lutte spécifique de femmes, exigeant de nouvelles analyses, de nouvelles pratiques. Dans une seconde partie elle approfondit cette analyse en montrant la fonction particulière des rôles « féminins » dans le système capitaliste. Par le sous-paiement des emplois, le non-paiement du travail domestique et la reproduction qu'elles assurent, les femmes sont exploitées économiquement, idéologiquement et sexuellement. Et si cette situation prouve que le pouvoir capitaliste et le pouvoir masculin sont liés, c'est bien contre elle que les femmes se sont mises à lutter ensemble. ■

## livres de femmes

La lutte des femmes pour leur libération se définit de plus en plus comme une recherche, une création, une affirmation d'une culture et d'une identité spécifiques sans références à l'identité et à la culture masculines reconnues jusqu'à ce jour comme modèles universels. Cela implique le refus d'une intégration à un système fondé sur le pouvoir, la hiérarchie, la division du travail, dont les femmes sont les premières victimes, le refus d'une accession au « Pouvoir » masculin. Mais la contrepartie de ce refus ne doit pas être non plus la perpétuation d'un modèle féminin déterminé de longue date par l'idéologie patriarcale. En particulier, il serait dangereux de condamner le travail salarié des femmes (qui de toute façon, en ont rarement le choix) comme facteur possible d'intégration au système masculin.

Il ne s'agit pas ici de condamner le droit au travail salarié — qui n'a jamais libéré qui que ce soit, hommes ou femmes — selon la conception

marxiste classique qui fait du producteur le moteur de la révolution, mais de constater que c'est en sortant de leur foyer que les femmes ont le plus de chance de prendre conscience de la totalité de leur oppression, de se rencontrer entre elles et de se regrouper pour lutter contre cette oppression, y compris celle du travail aliénant.

L'identité des femmes, leur langage, se construiront peut-être pour une part à travers la recherche menée par des intellectuelles mais à condition que cette recherche ne soit pas séparée des luttes menées par les femmes sur les lieux de leur vie et de leur travail quotidiens. Ces luttes, par leur autonomie, par les formes originales qu'elles prennent, par leurs objectifs propres, sont déjà, en soi, l'expression d'une identité, ainsi qu'il apparaît à travers une série d'enquêtes menées auprès d'ouvrières, de paysannes, d'employées, enquêtes qui constituent l'essentiel de ce livre-reportage et non ouvrage théorique.

### paysannes des marais

de Mary Chamberlain

éditions des Femmes

13 F, 190 pages, en vente chez Syros

Les femmes d'un village anglais de la région des Fens (les Marais), racontent leur histoire à Mary Chamberlain. Chronique orale qui s'étend sur plus d'un siècle et demi, où les grands-mères et les mères et des petites filles parlent de leur vie quotidienne au



mary chamberlain  
paysannes  
des marais

# vous êtes concernés

Chers camarades,

C'est avec beaucoup d'étonnement que j'ai pris connaissance de l'article « MJC pas mortes », paru dans *TS*, n° 709. [...]

S'il est vrai que la direction nationale des MJC (FFMJC) s'empêtre trop souvent dans sa volonté de « dialogue » je ne peux pas être d'accord avec les propos qui sont tenus ensuite.

1° Le projet pédagogique des MJC : la FF n'est pas et ne doit pas être le moteur de ce projet. Ce sont les quelque 300 000 adhérents qui doivent l'insuffler dans leurs MJC. [...]

2° Existence d'un courant plus radical : c'est exact, mais cela ne se manifeste pas comme l'affirme les camarades qui ont signé l'article. [...]

Malheureusement, ce courant n'est et ne veut à aucun prix se mettre en rupture avec la FF. Si la FRMJC/région parisienne est déterminée à faire progresser notre institution, [...] pour lutter contre les brimades du pouvoir giscardien, c'est dans *l'unité*. Nous ne ferons jamais progresser ce courant radical dans un mouvement minoritaire qui aurait rompu avec l'institution. Il est faux de dire qu'il y a un poids mort dans l'institution. [...] Notre salut est dans la cohésion pour faire aboutir nos revendications face au pouvoir actuel ou face à un éventuel gouvernement de gauche dans deux ans.

Je voudrais, d'autre part, dénoncer deux affirmations fausses :

1° L'influence des directeurs CFTD est très minime en région parisienne où la CGT est plus que représentative. Je le regrette, mais c'est une réalité qu'il nous faut *ensemble*, transformer.

2° Il est faux d'affirmer que de nouveaux MJC disparaissent à l'heure où leur nombre grandit. [...]

A l'heure où notre fédération prend conscience du danger qui voudrait nous faire crever, il me paraît dangereux et regrettable qu'une minorité d'entre nous se détache de la lutte sur une plate-forme d'action qui est le programme quotidien des MJC de la région parisienne et de beaucoup d'autres : l'échange d'expériences existe, les réseaux de diffusion culturelle par les liens que représentent les directeurs permanents existent, la réflexion pour un véritable projet pédagogique existe et l'élaboration de moyens d'action pour faire échec à la politique du pouvoir est le combat que mènent les élus régionaux parisiens soutenus par les MJC, conscientes, unies et résolues pour vaincre leur tutelle réactionnaire. [...]

Olivier SCHMITT  
Membre du CA départemental  
des MJC des Yvelines,  
militant du Parti socialiste ■

Chers camarades,

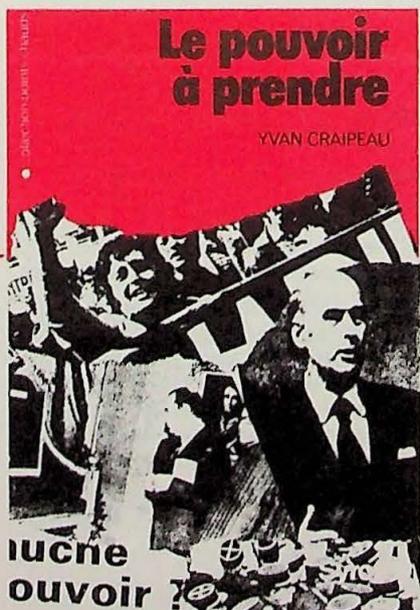
Il aura donc fallu que le bateau commence à couler pour savoir — enfin ! — où en est *Tribune socialiste*. Encore les chiffres présentés sont-ils peu nombreux. Cantonnés, de plus, en bas de page alors qu'ils mériteraient la « une » ou au moins la dernière page. Quand donc comprendra-t-on que le lecteur de *TS* n'est pas seulement un client ? Il veut connaître la vie (au moins financière) de l'hebdo. L'exemple de *Politique-Hebdo* montre que l'étalage de réelles difficultés provoque parfois des miracles. On nous avait promis une rubrique régulière sur la vie du journal. Où est-elle ? Pourquoi a-t-on abandonné la publication des résultats de la souscription ? C'est un stimulant pour ceux qui n'ont pas encore donné. Pourquoi, à partir de cette semaine, ne pas publier

## SYROS

vient de publier  
dans la collection

## POINTS CHAUDS

12 F - 104 pages



Quand la gauche est au bord du pouvoir et que l'actuel pouvoir d'une droite aux abois tend ses pièges et fournit les armes qu'elle retournera, demain, contre les travailleurs, chacun s'interroge et cherche une réponse aux échéances proches. 1978 ? La France de 36, de la Libération, ou bien le Chili d'Allende, autant d'espoirs déçus et qui font réfléchir. Aujourd'hui, la responsabilité des révolutionnaires partisans de l'autogestion est grande. A la mesure de l'espérance qui naît. ■

le nombre de nouveaux abonnés, chaque militant, chaque sympathisant verrait ainsi le chemin à parcourir pour atteindre, voire dépasser le cap des 5 000. Pour avoir la confiance des lecteurs de *TS*, il faut tout leur dire. Si une plus grande place n'est pas donnée à la vie de l'hebdo et à ses

difficultés, je ne me défoncerai pas pour sauver *TS*. Pourquoi s'en faire si ceux qui le font donnent l'impression de s'en foutre.

Bien cordialement quand même.

Un sympathisant PSU  
lillois ■

## notre camarade François Huchard n'est plus

La Fédération du Gard est en deuil. FRANÇOIS vient de disparaître à l'âge de 39 ans. Hospitalisé à la suite d'un accident de la circulation, son décès est consécutif à l'opération subie le 23 juin. FRANÇOIS était un camarade de tous les combats. Ancien membre de l'Union des Etudiants Communistes il adhéra au PSU dès sa création. Marxiste convaincu il faisait partie de cette poignée de militants du refus : refus de la guerre d'Algérie, refus du gaullisme, refus du stalinisme, refus de la social-démocratie. Il fut aussi de ceux qui donnèrent au socialisme autogestionnaire son véritable sens.

FRANÇOIS était aussi un ami. Son courage, sa lucidité politique s'accompagnaient d'une grande discrétion.

Son combat politique fut toujours d'une clarté exemplaire. Les crises du Parti n'ébranlèrent jamais ses convictions. Méthodique et organisé il savait allier la rigueur des principes et la recherche du compromis acceptable. Il demeure pour nous l'un de ceux qui permirent au PSU d'exister et de se développer. Issu d'une famille d'enseignants il était lui-même professeur agrégé au Lycée Daudet de Nîmes.

Tous les militants PSU du Gard ressentent très vivement cette disparition brutale. Sans faire de grands discours, très simplement, comme FRANÇOIS l'aurait souhaité, ils assurent sa femme Denise, ces trois enfants et ses parents de leur fraternel appui dans ces moments difficiles.

## ABONNEZ-VOUS

Avant l'augmentation des tarifs

Un an : 100 F - Six mois : 60 F  
avec en prime un livre au choix :

Avec l'abonnement d'un an :  
Servitude et grandeur du P.S.U.  
(E. Depreux).

Les Mouvements d'émancipation nationale (A. Nin).

L'Etat-patron (Ph. Brachet).

Critique socialiste n° 23 (la crise) et n° 24 (autogestion).

L'Enfer des pompiers (J.-J. Lubrina).

Avec l'abonnement de 6 mois :  
Chili 1970-73. Un peuple en lutte (collectif Chili).

Chili : Les documents du complot ITT (J. Anderson).

Le mai des Banques (militants CFTD).

Le Marché commun contre l'Europe.

Le Manifeste du P.S.U.

Critique socialiste n° 23 ou 24.

Pour l'Unité Populaire.

Pour le Socialisme autogestionnaire.

Bulletin d'abonnement  
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.  
CB

(1) Rayer les mentions inutiles.

## SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.

## Nancy : du théâtre qui aborde la vie en riant

A Nancy quelque chose d'important s'est passé. Quand j'ai vu le thème du festival : le théâtre comique populaire, j'ai bondi. Enfin du théâtre qui aborde la vie avec toute son épaisseur, ses soucis, ses tribulations et à travers ce qui vous rend la vie belle : le rire.

Les troupes venues à Nancy, venues de tous les pays sont toutes retournées à une tradition quasi moyennageuse. Il était un temps où les jongleurs, les conteurs, les comédiens étaient dans le peuple comme un poisson dans l'eau. Jouant dans la rue, sur les marchés, ils incarnaient le souci des jeux, les problèmes de la société. Sans cesse confrontés au public ils improvisaient. Les répliques répondaient aux interpellations de la foule. Le théâtre ne s'élaborait pas dans le laboratoire génial d'un intellectuel coupé de la réalité. Il était le fruit d'une réflexion dans la vie quotidienne et de plus prenait les choses du bon côté. Rions...

Dario Fo à Nancy n'a pas présenté de pièce? Venu simplement habillé comme vous et moi à la ville, il a raconté des histoires. Des histoires comme autrefois en disaient les conteurs. A la Renaissance, quand Milan comptait 100 000 habitants, on a dénombré d'après les procès-verbaux près de 5 000 saltimbanques. C'est dire que l'expression théâtrale était populaire. Plus tard est venu la Comedia dell'arte qui, étymologiquement et historiquement veut dire organisation corporative du métier de comédien et ce, contre tout ceux qui à tous les carrefours par mille trouvailles faisaient vivre le comique italien. Ainsi peu à peu a été réglementé le théâtre qui s'est codifié. Il nous apparaît mainte-

nant lointain, abstrait et irréel. C'est qu'il ne tire pas son inspiration dans la vie sociale dit Dario Fo. Et il nous en a administré la preuve vivante en racontant et en jouant de courtes scènes. Avec le verbe, avec les yeux, les mouvements volubiles propres aux italiens, avec des onomatopées, des grognements même, il retraçait pour nous le plaidoyer d'un avocat, les conseils prodigués au pouvoir, les rêves d'un chômeur affamé. Il nous a parlé de Scapin de Molière, où les personnages ont une épaisseur, une dimension humaine qui ne les réduit pas à des stéréotypes : le bon ouvrier, le mauvais patron.

### le masque, c'est le rêve

En France le « Théâtre du Soleil » bataille dans cette direction. Leur base c'est le masque. Mario Gonzalez, Avron, Evrard et Lecocq dans des rencontres avec le public nous ont démontré son importance. Le masque c'est le caractère façonné suivant le type de personnage. Il rassemble plusieurs caractéristiques à la fois. Ainsi Pantalono joué par Mario Gonzales c'était le vieillard avare, hargneux. C'est Dassault qui songe au profit mais c'est aussi la solitude dans la

richesse, l'impuissance à communiquer, le désir d'amour, la volonté de puissance malade et son désir d'y échapper. Le masque provoque le public. Aussitôt une distance, une dra-



matisation apparaît et le comédien, plus libre derrière ce masque, peut jouer avec tout son corps, tout en exubérance, en forçant sur les caractéristiques principales et en brochant sur les détails humains.

Ainsi j'ai pu rire avec les Madona, avec Dario Fo, les campesinos (ouvriers agricoles mexicains aux USA). J'ai pu voir qu'un théâtre pouvait être politique sans être « chiant ». Bon nombre de troupes militantes devraient puiser chez Molière et chez Dario Fo. Regrettons qu'elle se déplace plus facilement à Avignon. A Nancy en tout cas on aura vu l'intérêt d'un festival à thème. Il permet une réflexion et une découverte en profondeur. Pour ceux qui n'ont pas eu la chance d'y aller il reste à guetter le passage de tous les clowns, les sal-



timbanques et regarder aussi d'un autre œil des petites troupes qui localement font de la satire comme le Petit Poucet 76 joué à Avignon par une troupe de Grenoble et avec des moyens modestes ont su critiquer l'entreprise et le supermarché en nous faisant rire et en dansant la samba.

Michel ACCIDANT ■

Masques tirés d'une exposition « Aux origines du théâtre moderne : la commedia dell'Arte », organisée par le : Piccolo Teatro di Pontedera. Catalogue et renseignement : Via della Stazione Vecchia, 2 - Pontedera (Pise) Italie.

## chanson : « engagée »... mais peu engageante ?

La chanson dite engagée — comme si les autres ne l'étaient pas — distille à mes yeux « d'esthète petit-bourgeois » l'ennui le plus profond.

Je veux parler de celle qui pèse et qui pose avec ses gros sabots à la sortie de l'usine en bleu de chauffe et qui — mimétisme aidant — parle « ouvrier ».

Je veux parler de celle aussi qui ignorant en fin politique Bob Dylan, Les Beatles Léo Ferré Colette Magny et autres récupérés de l'espèce fait dans un style bien français, français étant ici synonyme de peu mais ce peu lui est suffisant.

Je veux parler également de celle qui d'un côté chie très très fort sur l'art et les artistes et de l'autre s'invente un je ne sais quel front culturel... D'où nécessité de l'art.

Je veux parler enfin de celle dont le rire se fige à tout jamais et ce pour ne pas tomber dans les pièges de la séduction et dont la bonne conscience n'est pas la meilleure contribution à l'art contemporain.

Car, la chanson dite engagée — comme si les autres ne l'étaient pas — distille à mes yeux « d'esthète petit bourgeois » l'ennui le plus profond.

Je veux parler de celle qui saute sur les genoux de tonton Jdanov, ce vieux satyre toujours aux aguets sur les sentiers de la création.

Je veux parler de celle aussi qui pour se rapprocher du peuple ignore en fin politique le second degré et tout ce qui de près ou de loin pourrait subvertir le langage.

Je veux parler également de celle qui professionnalise l'amateurisme et qui s'emploie avec un certain snobisme à chanter faux sans mesures et sans compter, créant ainsi une nouvelle forme élevant au plus haut niveau la sensibilité de nos militants.

Je veux parler enfin et surtout de celle qui dit *Nous* quand jamais au grand jamais je ne lui ai donné délégation de pouvoir.

Yvan DAUTIN ■

**Vendredi 17 septembre à 20 h 30 sur FR3 :** *Le prix de la vie* (3<sup>e</sup> volet) « Des enfants à la carte ». Le développement des techniques de contrôle des naissances liés à ceux de la biologie moléculaire et de la génétique permettrait d'exercer un contrôle de la « qualité des populations ». Y a-t-il des bons gènes et des mauvais gènes? Peut-on et a-t-on le droit de sélectionner au sein de l'espèce humaine comme chez les bovins?

**A 22 h 52 sur Antenne 2 :** Ciné-club, *Hellzapoppin*. Comédie de l'absurde; chef-d'œuvre inégalé à ne pas rater.

**Samedi 18 septembre à 20 h 30 sur FR3 :** *Un certain Giovanni Bru*, réalisation de Jean-Marie Drot; tout à la fois film de fiction reportage, essai, confession, confidence, adaptation littéraire. Giovanni Brua où le temps des désillusions est un étrange et émouvant pèlerinage en forme d'enquête: rechercher cet homme, découvrir le secret de cet homme « engagé » de port en port, de ville en ville, de campagne en forêt. Une œuvre moderne qui sort des sentiers battus dans son propos comme dans sa forme.

**Dimanche 19 septembre sur FR3 :** Cinéma de minuit, cycle italien, *L'Eclipse de M. Antonioni*.

**Lundi 20 septembre à 20 h 30 sur TF1,** un film: *Les hommes préfèrent les blondes*, de M. Hawks. Comédie musicale avec Marilyn Monroe.

**Mardi 21 septembre à 20 h 30 sur France Culture :** *Socialisme et social-démocratie*, émission enregistrée en mai dernier dans le cadre d'une série de dialogues franco-allemands avec Klaus Von Dohanyi, ex-ministre, membre du Bundestag et Michel Rocard. La SPP et le PS sont-ils seulement le produit d'évolutions historiques différentes ou ont-ils reçu des projets politiques radicalement différents? Quelles sont les perspectives politiques d'une Europe où les socialistes seront au pouvoir en France et en RFA.

**Mercredi 23 septembre à 20 h 30 sur FR3 :** Cinéma 16: *Le dernier des Camargais*, d'Yvon Audouard. A travers l'histoire d'un Camargais, Brechu, une fresque composée de multiples anecdotes, d'une promenade parmi les gens qui ont vécu avec lui, à travers les paysages qu'il aimait passionnément.

**Jeudi 23 septembre à 20 h 30 sur Antenne 2,** un film: *On achève bien les chevaux*, de Sydney Pollack. Un gigantesque et tapageur dancing, au moment de « la grande dépression » dans lequel d'innombrables victimes du chômage participent à des marathons de danse dans l'espoir de gagner. **Sur TF1 :** *Si je t'oublie, ô Jérusalem*, à qui appartient Jérusalem, quelle signification pour chacune des trois religions monothéistes? Quel avenir pour Jérusalem? TF1 a interrogé les principaux responsables des communautés religieuses.

# où va la France ?

## Vathaire-Dassault : la conspiration du silence

Surgie de l'obscurité il y a une quinzaine de jours l'affaire de Vathaire-Dassault replonge tout doucement dans le brouillard. A la grande satisfaction du père Dassault qui a condescendu à sortir de sa réserve habituelle pour faire un numéro de charme sur la première chaîne. Ce qui permet de supposer que l'affaire est importante : on ne demande pas à prendre la parole — car Dassault a demandé à parler mercredi, devant quelques millions de personnes sans avoir quelques bonnes raisons de le faire. Les spécialistes des incendies de forêts, ces incendies qui se propagent parfois de façon très inattendue, appellent cela la technique du contre-feu. On peut espérer quand même que l'outrecuidance du personnage aura frappé un certain nombre de téléspectateurs et qu'ils auront trouvé au moins curieux que le constructeur d'avion ne se soucie guère d'avoir perdu 8 millions de francs. Dassault en a un peu trop fait et a souligné la... coïncidence qui le faisait apparaître sur les écrans le jour où de Vathaire devenu un simple « chef de service », dans la bouche de son patron, rentrait tranquillement de Grèce, sans les huit millions « prélevés » le 16 juillet.

Projetée au grand jour l'affaire n'en apparaît pas pour cela beaucoup plus claire. L'assurance de Dassault repose probablement sur un scénario récemment mis au point par la plupart des protagonistes de cette affaire après la désagréable surprise de la fuite ayant informé *France-Soir*. Un scénario qui a trop simplifié pour être honnête. Les premières explications de Dassault, le coup de l'égarement et de la fatigue d'un cadre affecté par la mort de sa femme, sont cousues de grosses ficelles. Elles sont faites pour tenter de mystifier le public et sauver les apparences. Elles n'expliquent pas les promenades tranquilles de Hervé de Vathaire et de l'ex-mercenaire Jean Kay à travers la France une fois le coup fait et réussi. Des gens qui se baladaient, en somme, comme s'ils n'avaient commis aucun acte délictueux et comme s'il était normal que les 8 millions aient quitté l'agence de la BNP par l'entremise de de Vathaire. Sans que Dassault soit informé. Mais peut-être savait-il ?

### spéculation malveillante ?

Les premières explications de Dassault n'éclairent pas non plus l'existence du dossier que le constructeur a affirmé être entre les mains de la police, confondant (volontairement ?) avec un résumé de 16 pages n'apportant aucune preuve puisqu'il s'agit d'un texte écrit rapidement à la main par Hervé de Vathaire. Les premières explications de Dassault ne disent pas non plus quel pouvait être le but du voyage de de Vathaire et de Jean Kay en Floride, au mois de juin. Une version de ce voyage voudrait qu'un constructeur d'avions américains soit à cette occasion entré en possession d'une partie du dossier « dont on parle ». L'autre version : il y a simplement eu des « contacts » avec ce constructeur américain.

*Le Point*, en révélant lundi dernier que le résumé du dossier expliquait entre autres que Marcel Dassault finançait les campagnes électorales de Chirac a enfoncé une porte ouverte que le Pépé n'a pas eu de mal à refermer. Tout simplement parce que nulle loi n'interdit à Dassault de s'offrir

quelques députés et un premier ministre. Le seul problème étant de savoir d'où, exactement, provient l'argent ? Car, dans certains cas, cela peut s'appeler « abus de biens sociaux ». Quant à la fraude fiscale, c'est possible, mais la tranquillité de Marcel Dassault, qui s'est prêté une deuxième fois à l'interview pour répondre aux minces attaques du *Point*, semble bien fondée...

D'ailleurs quand Dassault déclare aux radios qu'il est bien content que *Le Point* ait parlé de tout cela on est vraiment tenté de le croire. Après tout, pour couler un scandale rien ne vaut un mini-scandale que l'on démonte tranquillement. Histoire de prouver aux gens que les bruits et les rumeurs ne relèvent que de la spéculation malveillante.

Et le dossier ? Le dossier ? Quel dossier puisque l'on vient de vous expliquer qu'il vient de se dégonfler tout seul et qu'il ne reste plus qu'à soigner ce pauvre Hervé de Vathaire qui, décidément, n'arrive pas à se remettre de la mort de sa femme !

### sous le boisseau

Sauf accident, il est bien à craindre que l'on ne retrouve jamais le paquet de photocopies disparues ou bien que ne réapparaîtront que quelques feuilles insignifiantes. Envolées les listes plus ou moins codées ; envolées les talons de chèques ; disparus les quelques bordereaux qui commen-

çaient à faire transpirer une quinzaine de personnes dans Paris, en Israël et en Egypte. Sauf accident, nous n'aurons pas notre grand scandale.

Toutes les forces, tous les réseaux du pouvoir ne peuvent que se liquer pour éviter un déballage désagréable. Même si les risques pénals sont faibles il n'est pas bon, en période pré-électorale, que les Français découvrent l'étroite imbrication entre les grandes industries et le gouvernement, et qu'une vaste rumeur, mêlant le vrai et le faux, ébranle le pouvoir politico-économique. Devant le danger tous les réflexes jouent : les faits nouveaux seront de plus en plus rares. Et la chasse au traître est ouverte. Malheur à qui ne respectera pas la règle du jeu.

Rémy GRILLAUT ■

